



GAUCHE RADICALE ET VIOLENCES EN EUROPE

Les exemples de la France et de l'Allemagne



Rapport édité par la *Fondation Identité et Démocratie*
Publication sous la direction de Nicolas Bay



La *Fondation Identité et Démocratie* est une fondation politique européenne enregistrée par l'Autorité des partis politiques européens et des fondations politiques européennes. La *FID* est composée de membres individuels représentant la fondation dans plusieurs États membres.

Nos membres veulent préserver la souveraineté des États et des peuples, s'appuyant sur la coopération entre les nations, rejettent par conséquent toute politique visant à créer un modèle supra étatique ou supranational. L'opposition à tout transfert de souveraineté nationale à des organes supranationaux et/ou à des institutions européennes est l'un des principes fondamentaux qui unissent les membres de la Fondation.

Gauche radicale et violences en Europe

*les exemples de la France
et de l'Allemagne*

La *Fondation Identité et Démocratie* est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication.

Ce document n'est pas destiné à la vente.
(c) *Fondation Identité et Démocratie* — 2019



Préface

VIOLENCES D'EXTRÊME GAUCHE : POUR EN FINIR AVEC LA COMPLAISANCE !

Àtort plus qu'à raison, la gauche bénéficie dans l'imaginaire politique commun d'une image de bienveillance, d'un présumé de bonté et même de gentillesse. Au chevet des plus faibles, des "opprimés", on ne trouverait que la gauche, elle et elle seule représenterait - et surtout saurait reconnaître - le bien. La compassion, la tolérance, l'altruisme, l'amour même : des valeurs de gauche pardi ! Oubliés les Robespierre, Lénine, Staline, Mao, Trotsky et leurs cortèges de morts, de violences, de camps de rééducation. Oubliés la Fraction Armée Rouge ou Action Directe, et leurs attentats et assassinats. Oubliés, et parfois même presque réhabilités. Dans le camp des gentils, il ne saurait y avoir de vrais méchants.

Pourtant, oui, il existe bien "à gauche" une propension à la violence politique, et même une certaine tolérance envers celle-ci. Sans aller chercher de funestes

exemples du passé, cette étude se concentre sur les expressions les plus récentes ou actuelles de celles-ci. Malgré ces épisodes récurrents, qu'il s'agisse de violences contre les biens ou les personnes, il faut bien reconnaître que les violences imputables aux franges les plus dures ou marginales de la gauche (extrême gauche, autonomes, antifas, etc.) bénéficient d'une certaine mansuétude médiatique - confinant parfois à une forme d'admiration à peine dissimulée... - et surtout d'une insupportable impunité judiciaire. Dans un cas comme dans l'autre, on ne saurait ignorer une forme de connivence idéologique, s'expliquant d'ailleurs le plus souvent - comble pour des marxistes - par une adéquation de classe ! Eh oui.

Dans un champ politique où le lyrisme littéraire cohabite avec la mythologie révolutionnaire, la violence (dans ses variantes et degrés) est rarement condamnée en soi, mais toujours contextualisée, expliquée, si ce n'est excusée, et considérée finalement comme appartenant à un répertoire d'actions mobilisables. Les nombreux extraits de textes (communiqués, tribunes, revendications, correspondances) issus de la prose de la gauche radicale cités dans notre étude en apportent l'éclatante vérité.

Le focus européen, sur la France et l'Allemagne, de cette enquête permet d'établir à la fois un parallèle et une base comparative. Il apporte de précieux éléments de démonstration, d'information et de compréhension de la réalité de cette violence d'extrême gauche et de ces modes d'expression actuels : de la chasse aux militants adverses à l'antispécisme, en passant par le soutien à l'immigration clandestine et la tentative de récupération des banlieues.

Nicolas Bay

Député français au Parlement européen

*Vice-président du groupe Identité et Démocratie
au Parlement européen*

Gauche radicale et violences en Europe

les exemples de la France et de l'Allemagne

"Il y a une gauche qui accepte et légitime la violence à l'encontre de l'État ou du «système». Violence anarchiste, violence révolutionnaire, violence contre l'ordre établi..."

Laurent Bouvet, politologue

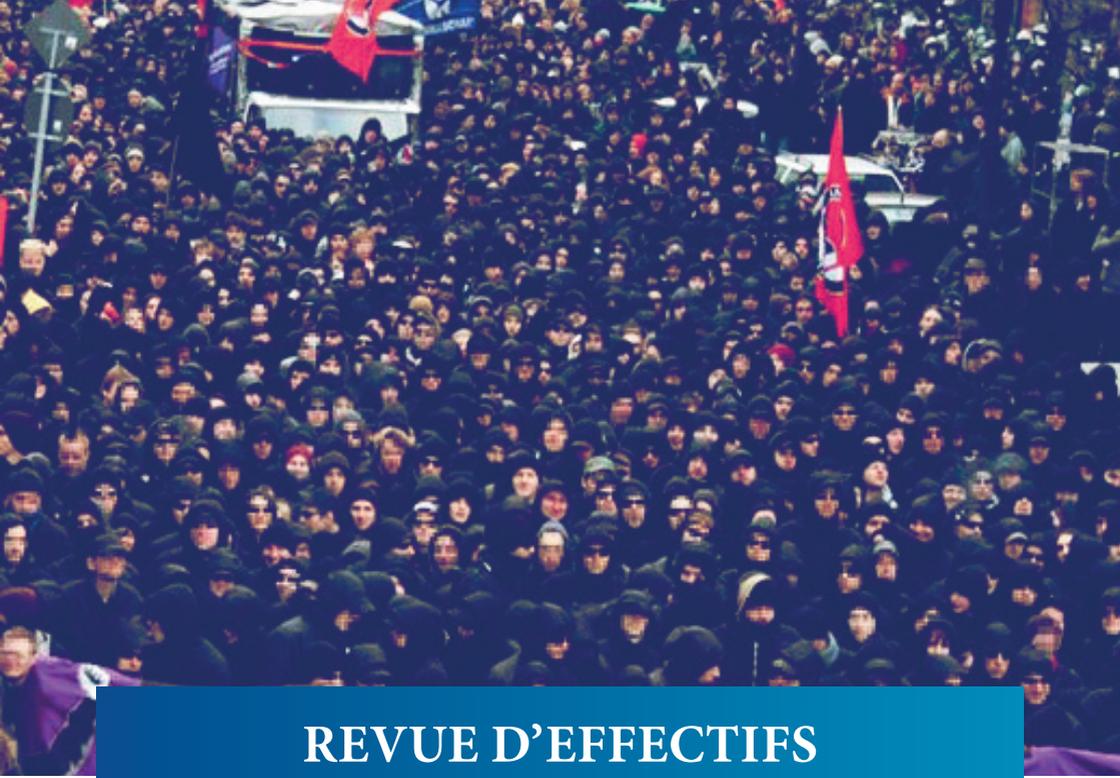
Le Figaro du 2 mai 2019

Le modèle de l'Union Européenne et des démocraties libérales est fortement contesté par de nombreux partis politiques dans tous les pays européens. Ces contestations relèvent de la pratique démocratique et s'expriment, même si avec vigueur, de façon pacifique dans le respect des institutions et des lois. Il existe cependant en Europe de nombreux mouvements qui considèrent la violence comme un outil de contestation légitime. En France, la crise des Gilets jaunes en est la plus récente illustration avec l'irruption dans les manifestations de groupes attaquant violemment des symboles institutionnels comme un ministère.

On retrouve ces mouvements aux marges de la vie politique, rejetant son caractère démocratique et pacifique. Par leur capacité d'organisation, leurs effectifs, mais aussi leur histoire et leur discours, ainsi que les relais qu'ils trouvent au sein de la société médiatique, les groupes de gauche radicale l'emportent largement sur ceux de droite. C'est à ce titre que nous concentrons notre étude sur eux, ce qui n'enlèverait rien à la pertinence d'un travail similaire sur les violences relevant d'autres marges politiques.

Nous employons à dessein l'expression «gauche radicale» plutôt que de parler de «gauches radicales» car nous considérons ce qui réunit ces groupes, ce qui les amène à se retrouver dans les mêmes luttes, plutôt que leurs divergences idéologiques entre, par exemple, libertaires, communistes libertaires, marxistes-léninistes, etc.

À travers les exemples français et allemand, c'est le panorama d'une radicalité contemporaine que nous nous proposons d'observer afin d'en dégager le potentiel de menaces pour notre société démocratique européenne. Dans un souci de cohérence ou de mise en perspective, des faits remontant au XX^{ème} siècle seront abordés, témoignant de l'évolution et parfois des ruptures avec la gauche radicale des années 60 et 70, de l'après chute du mur de Berlin ou des manifestations anti-capitalistes de Seattle en 1999.



REVUE D'EFFECTIFS

Les mouvements contestataires violents rassemblent un nombre réduit de personnes, presque marginal à l'échelle des populations française ou allemande. Souvent quelques dizaines, parfois quelques centaines, rarement plus d'un ou deux milliers, jamais davantage, voilà pour le nombre courant des organisations ou des rassemblements de rue.

Ceci s'explique principalement par le fait qu'en Europe, depuis la seconde guerre mondiale, la violence comme moyen d'expression politique est rejetée et condamnée par une très large majorité de citoyens. Même si en France les références à la révolution de 1789 ou aux émeutes de mai 1968 peuplent positivement le discours public et beaucoup d'imaginaires, elles cessent d'être valides pour le plus grand nombre dès lors qu'il s'agit d'aborder le présent.

La mouvance radicale de gauche est donc numériquement limitée. C'est un milieu où il y a beaucoup de passage. On y entre jeune, on en sort souvent après quelques années. La dominante masculine est forte. L'analyse des pages Facebook montre bien la faiblesse de la plupart de ces groupes, leur faible viralité.

En France

Des partis politiques enracinés dans la vie de la V^{ème} république ont une audience faible. 4 000 abonnés pour *Lutte Ouvrière*. 33 000 pour le *Nouveau Parti Anticapitaliste* (NPA). Les organisations anarchistes varient entre 1 500 pour la *Confédération Nationale du Travail* (CNT), 4 200 pour la *Fédération anarchiste* (FA) et 13 000 pour *Alternative Libertaire* (AL).

La mouvance dite “antifa” qui constitue le lieu de convergence de ces milieux ne dépasse pas les 37 000 pour la page “championne” qu’est *Action Antifasciste Paris Banlieue* (AAPB) qui fut boostée par l’affaire Méric. 37 000 “followers”, mais moins de 100 “like” sur les publications, sauf rares exceptions, et donc une faible réactivité à ce qui s’y dit ou s’y fait.

Toutes les autres pages “antifas”, de ville ou de groupe, varient de quelques centaines à 4 000 (*Antifa Squads*). Il est vraisemblable que le chiffre de 37 000 de l’AAPB contient l’essentiel des “followers” de cette mouvance. Un magazine en ligne comme *Lundi Matin* appartenant à la mouvance autonome totalise 22 000 abonnés à sa page Facebook.

Des sites d’informations comme *Paris Luttes info* ou *Rebellyon* affichent respectivement 25 000 et 2 300 “followers”. Médiacoop, basé sur Clermont-Ferrand mais attirant un public national, ne dépasse pas les 5 000, *La Rotative* basé sur Tours tourne à 3 000 individus que l’on retrouve sans doute pour l’essentiel sur les pages précédemment nommées. La porosité est totale à l’intérieur de cette mouvance, malgré les désaccords idéologiques et les antagonismes personnels.

Des chiffres modestes donc si on les compare à la page du Média, la “télévision” en ligne de *La France Insoumise* et ses 130 000 abonnés, aux 145 000 abonnés de *Politis* ou aux 210 000 de *Bastamag*. Il est vrai que, dans ces derniers cas, ces médias ont su développer et pérenniser un modèle économique. *Bastamag* compte, par exemple, six permanents. Exception notable dans ce panorama radical, les 150 000 abonnés de *Révolution Permanente*, animé par des militants d’un courant du *Nouveau Parti Anticapitaliste*, se revendiquant d’un “léninisme 2.0”. Ce nombre important s’explique peut-être par l’appartenance du groupe à la IV^{ème} Internationale et à ses nombreux liens avec des organisations étrangères, notamment d’Amérique latine. Il n’engendre cependant pas

un nombre de “partages”, de “like” ou de commentaires en corrélation.

Les “luttres” médiatisées peuvent pour certaines permettre un afflux massif de public. Ainsi, la page principale de soutien à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (NDDL) atteint au plus fort des mobilisations 48 000 abonnés. Grâce à cette “lutte”, Nantes Révoltée parvient à 85 000. En revanche, le “Comité pour Clément” constitué au moment de l'affaire Méric, du nom d'un jeune antifasciste tué par un militant d'extrême droite, a atteint seulement 7 000 abonnés malgré une médiatisation intense au moment des faits, puis lors du procès des agresseurs.

Les “personnalités” de ces milieux contestataires n'obtiennent pas d'audiences supérieures. La page de Cédric Herrou, figure importante de l'aide active à l'immigration clandestine et qui, à ce titre, “ratisse” au-delà des milieux radicaux, parvient à 50 000, principalement grâce au feuilleton des poursuites judiciaires à son encontre. Yannis Youlountas, inconnu du grand public, mais actif dans les milieux libertaires internationaux, faisant le lien entre eux et ceux de Grèce, ne dépasse pas les 18 000.

L'extrême ou relative faiblesse d'audience de toutes ces pages représentatives de ces milieux contestataires appelant à la violence pour les plus radicaux ou les justifiant pour des raisons sociales ou politiques pour les autres (notamment contre les militants de droite) explique sans doute l'intérêt porté aux organisations issues de l'immigration. Sous l'expression “convergence des luttes”, c'est à la fois une bouffée d'air militante qui est ainsi recherchée, mais aussi et surtout une tentative de marquage à gauche de l'expression de ces groupes issus des “quartiers populaires” (sic). Cette “convergence” se retrouve dans des groupes de dénonciation des violences policières comme La vérité pour Adama ou Justice pour Théo. Avec respectivement 65 000 et 73 000 abonnés aux pages Facebook, ces deux “luttres” obtiennent des audiences très supérieures au milieu activiste d'extrême-gauche.

La page du BDS France (Boycott Désinvestissement Sanctions contre Israël) qui appelle à lutter contre Israël, très populaire dans la population française d'origine maghrébine, tourne à plus de 60 000 abonnés (soit le tiers du total au niveau mondial). Ce soutien à la Palestine est partie

intégrante de l'imaginaire radical.

Enfin, moins importante en terme d'audience, mais développant un discours guerrier, la page Collectif Rojava France compte 23 000 abonnés. Il s'agit du réseau de soutien à la lutte armée kurde en Syrie. Plusieurs militants français anarchistes combattent ou ont combattu là-bas depuis le début du conflit. Se dissimulant parfois sous des pseudonymes empruntés à l'histoire de l'anarchie comme Ravachol, ces militants affirment recevoir sur ce théâtre de guerre une formation militaire qui pourra leur être utile une fois rentrés en Europe. Toutes proportions gardées, le mythe des brigades internationales durant la guerre d'Espagne est complaisamment répandu dans ces milieux.

Naturellement, les dizaines de milliers de personnes qui suivent ces pages Facebook ou militent dans ces organisations n'adhèrent pas toutes à un discours prônant la violence comme nécessaire ou même compréhensible. Selon le directeur de la DGSI, un peu moins de 2 000 individus relevant de la gauche radicale et susceptibles de violence sont suivis par ses services (AFP – 19 février 2019). Ce chiffre n'indique que les profils "suivis" et donc identifiés. Il ne prend pas en compte les profils identifiés mais non-suivis, ni, bien évidemment, tous ceux non identifiés. Au total, il est vraisemblable qu'en cumulé, en y intégrant des militants plus âgés susceptibles de se remobiliser pour des occasions jugées importantes, la mouvance radicale de gauche peut aligner dans les rues françaises 3 à 4 000 individus déterminés.

En Allemagne

Considérée comme un modèle par le reste de l'Europe, profondément enracinée dans l'histoire politique de la RFA puis de l'Allemagne de la réunification, la mouvance radicale autonome, anticapitaliste, "antifa", n'offre pas un tableau numériquement beaucoup plus important si l'on s'en tient à internet.

Il suffit de comparer ses multiples groupes à la principale organisation de gauche radicale allemande *Die Linke*. 252 000 personnes suivent la page Facebook de cette dernière, chiffre déjà relativement peu élevé au regard de la population totale du pays, mais six à dix fois plus important que ceux obtenus par les plus gros groupes radicaux. Citons :

Dresden Nazifrei, en pointe dans l'est du pays contre les mouvements populistes mais aussi la politique du gouvernement : 53 000.

We're Watching You, page de dénonciation des militants de droite : 35 000.

Antifa infos Mobilisierungen, qui coordonne et informe sur les manifestations anti-capitalistes, anti-droite : 29 000.

Les organisations qui sont connues pour favoriser au moment de leurs rassemblements la création de Black Bloc obtiennent des chiffres peu élevés.

Interventionistische linke, créé en 2005 dans le contexte de violentes manifestations contre le G8 ou le G 20 : 14 000.

"*Ums ganze !*" *Bündnis*, groupe d'autonomes créé en 2006 et implanté dans une douzaine de villes et régions allemandes et autrichiennes, est sous les 10 000.

Schwarzer Block Autonome : 8 000

Radikale Link Berlin : 7 600.

La mouvance dite "antiraciste", culture alternative, est également faible.

Rash Subkultur und Widerstand, skinheads anarchistes ou communistes, véganisme, féminisme... : 13 000.

Bildung Staat Rassismus : 8 700.

Bunt Statt Braun : 4 800.

Une figure importante de ces milieux contestataires, Bernd Langer, militant depuis 1977, ne réunit sur sa page consacrée à son travail artistique au service de sa lutte politique que 1 200 personnes.

Enfin, pour en finir avec cette liste, il faut signaler que le site linksunten.indymedia.org, considéré comme la principale plate-forme internet d'extrême-gauche du pays, a été fermée temporairement en 2017, son matériel et des armes blanches saisis, certains de ses membres arrêtés.

Ce panorama de la militance virtuelle ne correspond qu'imparfaitement aux statistiques de l'Office Fédéral de Protection de la Constitution (OFPC) qui, en 2015, estimait le nombre de militants violents de gauche à près de 8 000. Les actes de violence n'ont cessé d'augmenter depuis 2010, doublant presque entre 2014 et 2015 pour dépasser les 1 600. Ce total incluant des tentatives de meurtres et des agressions violentes

contre des militants de droite ou des policiers, considérés dans les deux cas comme les représentants de “l'ordre capitaliste”.

Une étude de cette mouvance sur Berlin réalisée en 2016 par l'OFPC, portant sur 873 profils berlinois, donne sans surprise une sur-représentation de l'élément masculin (84%) et de moins de trente ans (72%). Une majorité est sans emploi, 92% habitent chez leur mère, ce qui indique des familles monoparentales sans fratrie ou faible fratrie.

En avril 2014, une grande convention “antifa” s'est tenue à Berlin, à l'appel d'une vingtaine de groupes ou revues dont certaines n'appartenant pas au “ghetto” de cette mouvance, dont la revue d'extrême-gauche Neues Deutschland ou la fondation Rosa Luxemburg, affiliée au parti parlementaire Die Linke. La revue compte 64 000 abonnés à sa page Facebook, la fondation approche les 70 000. Malgré tous ces soutiens, et la venue de délégations étrangères, ce “sommet” intitulé “Antifa in der Krise” n'a réuni que 600 personnes. Lors des travaux, la difficulté de mettre en place une relève générationnelle a été évoquée par des participants. À noter que, dans son rapport la délégation française a regretté de ne pouvoir organiser en France des événements rassemblant un public aussi large...



UNE VIOLENCE RÉPARTIE SUR TROIS CIBLES PRINCIPALES

Les violences de gauche radicale ciblent autant les biens matériels que les personnes.

Dans le cas des biens matériels, il s'agit de lieux incarnant ce que ces militants appellent "l'ordre capitaliste" ou encore "ultra-libéral". Il s'agit généralement de banques ou de commerces comme McDonald's. Les attaques contre des bâtiments institutionnels sont plus rares. Celle commise le 5 janvier 2019 dans le cadre du mouvement français des "gilets jaunes" sur le ministère du porte-parole gouvernemental relève de l'exception.

Les personnes visées appartiennent à deux groupes distincts dans leur nature, mais similaires dans leur fonction politico-sociale selon la gauche radicale : la police et les militants de droite. La police est considérée comme le bras armé d'un pouvoir politique exerçant une violence sociale qui justifie qu'on y oppose une violence, de fait, légitime. Le militant de droite, häi lorsqu'il appartient à la droite nationale, méprisé

dans le cas de la droite libérale, représente, lui, le stade critique de l'ordre capitaliste en crise, à savoir le "fascisme", terme générique et mutant pouvant recouvrir n'importe quel objet du champ de la critique de la gauche radicale.

Ces violences sont trop nombreuses pour en dresser une liste complète. Citons dans le cas de la France l'attaque et l'incendie d'une voiture de police par des Black blocs en mai 2016 lors d'une manifestation contre la loi Travail du gouvernement de Manuel Valls. Le principal auteur de ces violences, Antonin Bernanos, a été condamné à trois ans de prison ferme, il n'a exécuté qu'un tiers de sa peine. Mais il s'agissait là de violences commises dans le contexte d'une manifestation de protestation sociale. On peut considérer plus graves les attaques préméditées, en quelque sorte "à froid", de plusieurs casernes de gendarmerie à l'automne 2017, notamment à Limoges et dans la banlieue de Grenoble. À chaque fois, plusieurs dizaines de véhicules ont été incendiés. Ces actions ont été revendiquées sur le site Indymedia Nantes. En réplique, l'État avait bloqué l'accès aux pages du site au nom de la lutte contre le terrorisme. En février 2019, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a indiqué que les faits ne relevaient pas du délit de "provocation et d'apologie à commettre des actes de terrorisme" et que "l'existence d'une entreprise terroriste ne peut être déduite de la seule expression d'idées radicales au moyen de communication au public par voie électronique".

Si ces violences, fortement médiatisées, ont pu choquer l'opinion, elles n'en restent pas moins isolées, témoignant de la faiblesse numérique des milieux qui en sont l'auteur. Elles sont à comparer avec les attaques de gendarmerie en Corse à la fin du XX^{ème} siècle. En mars 1994, en moins de vingt jours, dix brigades sont attaquées. On est également très loin des actions terroristes des mouvements anarchistes de la fin du XIX^{ème} siècle qui causèrent de nombreux morts et blessés chez les forces de l'ordre. Si on y ajoute les émeutes sociales ou politiques, ce sont des milliers d'attaques de gendarmerie, de gendarmes ou de policiers, causant des dizaines de morts et des centaines de blessés qui ont été enregistrées avant 1900. Il convient donc de relativiser la violence actuelle, tout en répétant qu'elle reste marginale à proportion des milieux dont elle émane, rien ne garantissant le statu-quo de ces derniers dans les années à venir.

En Allemagne, des attaques similaires sont plus courantes et visent souvent des policiers dans le cadre de leur vie privée (logement, voiture personnelle...). De tels actes sont, et d'ailleurs se veulent clairement, terroristes.

La violence contre les militants de droite s'exerce contre les élus et à des degrés différents. En France, les attaques de réunions publiques du Rassemblement national par des groupes de gauche radicale, quoiqu'en baisse depuis une dizaine d'années, ont fait de nombreux blessés parmi les forces de l'ordre ou des participants à ces réunions. Cependant, ces agressions ne sont pas limitées au RN, la droite libérale peut également en être la cible. Ainsi, en mars 2012 à Bayonne, Nicolas Sarkozy, président en exercice, a dû rester enfermé plus d'une heure dans un café encerclé par des autonomistes basques appartenant à la mouvance "antifa" européenne.

En Allemagne, à Brême, le 8 janvier 2019, un député de l'AFD, parti de droite patriote, a été violemment agressé par trois inconnus masqués et laissé pour mort sur le trottoir selon la communication de l'AFD. Heureusement, la victime est sortie de l'hôpital après 36 heures.

Aux agressions sur les personnes, il faut ajouter les attaques de locaux en bandes organisées ou la mise en place de bombes artisanales devant ceux-ci. Pour le seul mois de décembre 2018, l'AFD, principale cible de la gauche radicale, a enregistré huit attaques de ses locaux.

Ces attaques, ces agressions, ces remises en cause du rôle des partis dans une démocratie, s'appuient sur un ensemble d'organisations ou d'associations de fait travaillant en réseau afin d'identifier et de dénoncer toute personne appartenant à "l'extrême droite". Ainsi, en mai 2016, Linksunten – Indymedia avait publié les adresses et les numéros de téléphone des 2 000 participants à un congrès de l'AFD.

Deux organisations s'illustrent particulièrement sur ce sujet. En France, le collectif La Horde ; en Allemagne We're watching you. Dans les deux cas, il ne s'agit pas d'exercer ou d'appeler à exercer une violence physique. En revanche, il s'agit dans les faits d'une violence sociale. Des personnes identifiées et dénoncées pour leurs idées réelles ou supposées ont perdu, suite à ce type de dénonciation publique, leur emploi ou leur mandat syndical. C'est une mise à mort sociale qui est recherchée.

Les informations publiées sur les personnes dénoncées sont collectées

essentiellement par une veille soutenue des réseaux sociaux et un travail de photographie et de vidéos réalisé lors d'apparitions publiques de groupes de droite radicale. Si de par le passé, notamment dans le cas d'un groupe aujourd'hui disparu comme REFLEXes, il a pu apparaître que certaines "biographies" de militants d'extrême droite avaient été enrichies grâce à des sources policières ou de gendarmerie, rien n'indique que ce soit aujourd'hui le cas. En revanche, les procédures judiciaires donnant lieu à des audiences, et de façon générale tout document administratif comme, par exemple, l'inscription d'un commerce ou d'une entreprise, permet parfois au réseau de veille "antifa" d'entrer en possession de dates de naissance, d'état patronymique complet et d'adresses personnelles.

Le collectif La Horde a été fondé en 2012. S'inscrivant dans l'esprit du travail des comités Ras-le-Front ou No Pasaran, aujourd'hui disparus, il est animé par une toute petite équipe de jeunes, mais aussi d'anciens du SCALP. La plupart des articles, hormis les relais de publications parues sur d'autres sites de gauche radicale, sont rédigés par la même personne. Les tentatives de "web-télé" du groupe n'ont pas été pérennisées, autre témoignage de la faiblesse de l'équipe et du caractère militant de son organisation. Ces militants tiennent beaucoup à leur anonymat, n'interviennent publiquement qu'une fois assurés qu'ils ne seront pas filmés ou que sur les vidéos qui suivront, leurs visages seront floutés. Cette volonté de secret souligne le caractère parfois illégal de leurs activités si l'on considère que ces dernières ne peuvent être menées à bien que grâce à la constitution et la conservation de fichiers qui, sans aucun doute, ne sont pas déclarés comme le veut la loi à la commission compétente.

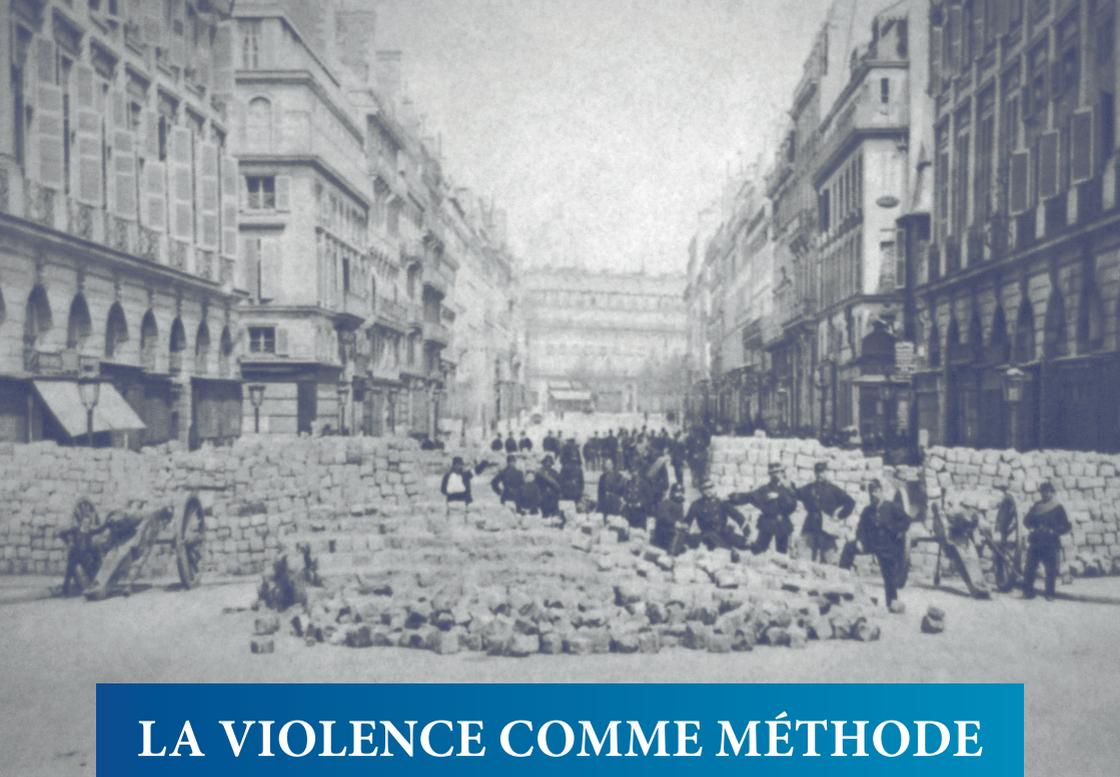
We're watching you fonctionne en Allemagne depuis 2013. Beaucoup plus actif que La Horde, le collectif s'est fixé comme mission de "recueillir et fournir des informations et des rapports sur les personnes" appartenant à la droite populiste ou radicale. La dénonciation d'entreprises finançant ou suspectées de financer des partis de droite fait également partie des publications du collectif.

Sans jamais appeler à la violence directement, We're watching you annonce toutes les actions de la gauche radicale contre la droite. Un "suivi" de la police et des policiers est également organisé afin de dénoncer ceux d'entre-eux dont les opinions apparaissent comme

marquées à droite.

We're watching you n'est pas la seule structure allemande à se livrer à ces activités. Elle en est cependant une des plus actives. Dans ce contexte de dénonciation à la fois de la droite nationale et de la police, il est pour le moins paradoxal, et même incompréhensible, que l'Office fédéral pour la protection de la Constitution qui a publié en 2019 un rapport sur le parti populiste AFD se soit appuyé pour sa rédaction sur des articles et donc des renseignements parus sur des sites ou des pages Facebook d'organisations de gauche radicale comme Berliner Bündnis gegen rechts qui affiche le faible nombre 6 000 abonnés à sa page. Le rapport de l'Office fédéral s'appuyait également sur des éléments fournis par Rosa-Luxemburg-Stiftung, une fondation portant le nom d'une révolutionnaire communiste fusillée en 1919, et affiliée au parti d'extrême-gauche Die Linke, né de la fusion de l'ancien parti unique de RDA et de l'aile gauche du SPD.

Il est vrai que, à la différence de la police, ces groupes de gauche radicale accomplissent leur activité de fichage en totale illégalité et sont donc en possession permanente de "dossiers" remontant loin dans le passé, ce qui n'est pas toujours le cas de l'Office fédéral.



LA VIOLENCE COMME MÉTHODE HISTORIQUE DE RUPTURE

La gauche radicale diverge-t-elle, selon ses chapelles, sur son analyse de la violence ? En tous les cas, plusieurs éléments communs peuvent être identifiés.

De son point de vue, la violence ne doit pas être considérée comme un fait portant atteinte à un bien ou à une personne, mais comme une dynamique nécessaire, une masse d'énergie poussée à son paroxysme, à certains moments historiques, afin de permettre une rupture. 1789, 1793, 1848, 1871, 1917... autant de ruptures réussies ou non, aux conséquences positives ou non, qui ont pu se réaliser grâce et uniquement grâce à la violence.

La violence est donc un moyen qui par sa justification politique échappe à la morale. Cette analyse permet donc encore en 2019 à la gauche radicale de prôner l'usage de la violence. Si l'on retient l'idée que la violence est une énergie, on notera, au passage, que la quantité d'énergie disponible dans les sociétés européennes est, à notre époque, faible,

conformément à la proportion de jeunes à l'intérieur des sociétés. En effet, pour des raisons évidentes, ce sont les classes démographiques jeunes qui fournissent les gros bataillons des révolutions. Ce fait permet de souligner le besoin d'une conjonction de la gauche radicale avec les milieux issus des immigrations non-européennes, plus nombreux sur cette classe d'âge, et dont la marginalité conduisant parfois à la délinquance est grosse, au moins en théorie, « d'énergie de rupture ».

À cela, il faut ajouter la considération courante dans ces milieux que l'État en place use d'une violence "injuste", injuste dans son déploiement, mais également de par la nature inégalitaire de l'État capitaliste. À la violence oppressive, il est donc légitime d'opposer une violence libératrice, que ce soit celle des masses lors d'une "rupture" ou d'une "avant-garde" préparant cette "rupture".

Enfin, l'univers mental des gauches radicales relevant essentiellement, dans tous les sens du terme, d'une construction intellectuelle, et donc pour une part d'une utopie à réaliser, la violence et son usage trouvent sans difficulté une place positive dans cette abstraction.

Enfin, pour conclure sur ce sujet de la violence, il convient d'être précis et de dire que ce mot ne recouvre pas seulement l'affrontement émeutier avec des CRS, mais bien, si les circonstances s'y prêtaient, la mise à mort de toute personne incarnant l'État ou pouvant y être associée, voire, en fin de logique militante, toute personne n'appartenant pas à la gauche radicale.



VIOLENCE ET JUSTIFICATIONS

Il est loin le temps - une soixantaine d'années - où Jean-Paul Sartre pouvait écrire en préface des Damnés de la terre de Frantz Fanon : “Le colonisé se guérit de la névrose coloniale en chassant le colon par les armes [...] . Il faut rester terrifié ou devenir terrible.

L'arme du combattant, c'est son humanité, car, en le premier temps de révolte, il faut tuer : abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : restent un homme mort et un homme libre”. Justifier la violence en termes directs, précis, et s'en réjouir au nom d'une “libération” n'est plus admis par la quasi-totalité des Européens. Aussi, la justification de la violence se doit-elle de prendre désormais des chemins de traverse, tout en continuant de se draper dans des habits idéologiques retouchés à la mode du temps.

Peter Gelderloos est un penseur et activiste libertaire, de nationalité américaine, né en 1982. Son parcours militant est assez emblématique de son courant de pensée : participation à un réseau de “surveillance des activités policières” et de dénonciation de leur “violence”, condamnation

à six mois de prison pour une intrusion dans une école de police aux États-Unis, condamnation à six années pour violence dans une manifestation anarchiste à Barcelone (innocent au bout de deux ans)... Dans *“Comment la non-violence protège l’État”* sous-titré *“essai sur l’inefficacité des mouvements sociaux”* (2005), Peter Gelderloos a écrit ce passage qui résume une bonne part des positions de gauche radicale actuelle sur l’usage de la violence : “Je ne connais aucun activiste, révolutionnaire ou théoricien qui soutienne uniquement les tactiques violentes et qui s’oppose à l’utilisation de tactiques non violentes. Nous plaidons pour la diversité des tactiques, par quoi nous entendons des combinaisons de tactiques efficaces élaborées à partir de l’ensemble des tactiques existantes en mesure de nous libérer des différents systèmes d’oppression : le suprémacisme blanc, le patriarcat, le capitalisme et l’État. Nous pensons que les tactiques doivent être choisies en fonction des situations particulières et non pas d’un code moral universel immuable. Nous pensons aussi que les moyens expriment des fins, et nous ne voulons pas que nos actions perpétuent immanquablement une dictature ou une forme de société qui ne respecte pas le vivant et la liberté. C’est pourquoi il est plus juste de nous qualifier de partisans d’un activisme révolutionnaire ou offensif, plutôt que partisans de la violence.”

Il n’y a dans cette vision rien de bien neuf. Elle relève du classique “par tous les moyens même légaux”. On y remarque également un trait de notre époque, la crainte du sens réel des mots, l’auteur remplaçant “partisans de la violence” par “activisme révolutionnaire ou offensif”. Au-delà de la communication qui démontre une fois encore la charge désormais quasi-exclusivement négative du mot en politique, mais aussi sans doute à l’intérieur de sociétés largement démasculinisées, il faut retenir la volonté de l’auteur de réserver l’attribut de la violence à l’État et à ses supposées valeurs “raciste”, “sexiste”, “inégalitaire”, etc. Ce qui n’empêche cependant pas, Gelderloos d’écrire également : “En raison de la nature de l’État, toute lutte de libération se transformera très probablement en lutte armée.”

Le philosophe marxiste, Georges Labica, mort à près de 80 ans en 2009, évoque dans sa *Théorie de la violence* parue en 2007 un “devoir de haine” qu’il explique de la sorte : “La haine n’est qualifiée d’aveugle que pour être écartée et anathématisée, alors que, nourrie de la connaissance

du système et des rapports de force qui le structure, elle sait faire preuve de lucidité et se révéler habile stratège. Le devoir de haine rend productives les colères que le système suscite de toutes parts contre lui”. Cette justification de la haine comme moteur, intacte de toute morale, devient une fois livrée à la masse militante un étrange paradoxe, puisque la lutte contre la “haine”, quelle soit “raciste”, “sexiste” etc, est la base même des combats et des expressions publiques de la plupart des groupes composant cette masse. On remarquera donc, une fois encore, que la pensée de gauche radicale est d’abord et au final toujours une gymnastique intellectuelle.

Pour Labica, la violence n’est pas un concept, ou pas seulement, mais surtout “une pratique inhérente aux rapports sociaux”. En d’autres termes, la violence est inévitable, elle existe par elle-même, elle se justifie lorsqu’elle libère, elle se combat quand elle asservit. Elle n’est donc ni forcément bonne ni forcément mauvaise. Du point de vue de cette gauche radicale, c’est à proportion que la violence est identifiée comme un outil dans les rapports sociaux ou de classe, et donc à proportion qu’elle est politisée, qu’il devient possible raisonnablement de l’utiliser.

L’ensemble de ces positions est assez largement répandu, dans leur version intellectuelle ou pas, sur les réseaux sociaux militants et notamment Paris Luttes Info et ses 27 000 abonnés. On y retrouve fréquemment les termes “d’autodéfense autonome et populaire” ou, pour les plus nostalgiques de la langue marxiste, “autodéfense prolétarienne”.

Un texte publié en avril 2018 sur Rebellyon par “le groupe antifasciste Lyon et environ” et titré “Battez-vous ! Plaidoyer pour l’autodéfense populaire, l’autonomie politique et l’auto-organisation des dominé-e-s” est un concentré exemplaire de la vulgate militante en cours dans ces milieux. Après une longue introduction à prétention d’analyse historique et d’exposition des enjeux actuels (“danger fasciste”, “crise écologique”, “crise économique”), le texte entre dans le vif de son sujet et condamne le pacifisme ambiant à l’intérieur du “mouvement social” : “Le mouvement social généralement prône un pacifisme naïf : on est contre la violence, on ne veut pas de débordement, on a l’autorisation de la préfecture, voire même : on va faire un SO pour encadrer les manifestants et les comportements qui nous plaisent pas (...) Cette politique en plus d’être méprisable, entretient dans l’esprit des gens

l'illusion d'un État qui serait protecteur, d'un État neutre, d'un État qui serait l'arbitre en somme des antagonismes sociaux, que la police serait effectivement là pour nous protéger contre on ne sait qui. Or, l'État et sa police ne sont que des outils des dominants, de l'oligarchie économique afin de réprimer, de maintenir son oppression sur les dominé-e-s : la classe ouvrière, les minorité-e-s raciales, religieuses, de genre ou d'orientation sexuelle". D'où la conclusion : "Il faut dès aujourd'hui se préparer au durcissement de la lutte révolutionnaire. (...) Une révolution est et ne sera possible que en imposant une plus grande violence encore que nos concurrents." Cependant, au pathos révolutionnaire, un bémol – prudent – est vite mis en ces termes : "Mais pas n'importe-quelle violence. Une violence de vie, collective, massive, qui entraînera la paix, l'égalité sociale et économique. (...) La révolution devra mettre fin au patriarcat, à la déconstruction de nos privilèges, de nos attitudes oppressives. (...) Nous détestons la violence, nous détestons les rapports de domination, mais c'est bien l'opresseur qui choisit le degré de violence pour asseoir son pouvoir." Difficile de ne pas voir ce texte autrement que comme un aveu d'impuissance, les mots ne réussissant pas à masquer, d'abord, le fait que ses rédacteurs appartiennent à une minorité du "combat social" encore très encadré par les syndicats et les partis politiques PC ou France Insoumise, ensuite, l'incapacité à assumer un appel à la violence autrement que comme une "légitime défense" grâce à un engrenage d'utopies.



VIOLENCE, UNE FASCINATION CONSTITUTIVE DU MILITANTISME

La représentation de la violence, de son usage, actuel ou dans l'histoire, est une permanence, voire une obsession dans les milieux de la gauche radicale. Il suffit pour s'en persuader d'étudier les publications des organisations, de lire les interventions en ligne de ses membres ou sympathisants. En faire une liste exhaustive exigerait une somme encyclopédique. Il convient, au passage de noter que cet attrait pour la violence est au moins égal à celui que l'on peut constater dans la droite radicale, ce qui est un paradoxe puisque cette dernière en est dans l'opinion publique, du fait des médias, l'incarnation quasi-exclusive. Il convient cependant de donner quelques exemples.

Violences contre la police

La violence commence par des mots, et notamment des mots d'ordre. Les plus répandus sont "police partout, justice nulle part", "tout le monde déteste la police" ou encore sous formes de tags ou imprimés sur

des vêtements “ACAB” acronyme anglophone “All Cops Are Bastards”, “tous les policiers sont des bâtards/salauds”. Sur la région parisienne, le duo de graffeurs de Black line (en référence au Black Bloc) s’illustre par de nombreuses représentations de cet acronyme.

On retrouve la haine de la police et parfois des appels à la violence contre elle dans toute la scène musicale dite “antifa” et plus largement de gauche radicale. Le 8 décembre 2018, un concert de soutien aux victimes de la “répression policière” présentait, entre autres, le groupe Pessimists à la devise sans équivoque, même si à prétention humoristique, “power violence – make violence great again !”.

Violence contre les droites

La violence contre les militants de droite ne fait pas l’objet d’un débat au sein de la gauche radicale. Elle est à ses yeux pleinement légitime, et souvent même jugée nécessaire. Il peut exister des discussions entre “légitime défense” et “défense préventive”, celles-ci se closent toujours par la certitude qu’utiliser la violence contre les droites est une partie normale et intégrée du militantisme contre le libéralisme et le capitalisme, la droite étant jugée, tour à tour et indifféremment, “complice” du capitalisme, “bras armé” de l’État libéral, “collabo” de la police etc.

Lors de la manifestation parisienne des Gilets Jaunes du 19 janvier 2019, un cameraman identifié comme supposé proche de la droite radicale, voire comme renseignant les forces de l’ordre, a été lynché par une dizaine de militants se disant eux-mêmes “antifas”. L’affaire a donné lieu à un long échange de commentaires sur une des pages les plus actives de ce mouvement “Siamo Paris Antifa”. Il ne s’est trouvé qu’un seul militant pour condamner le lynchage. Tous les autres le justifiaient sans réserve et même s’en réjouissaient.

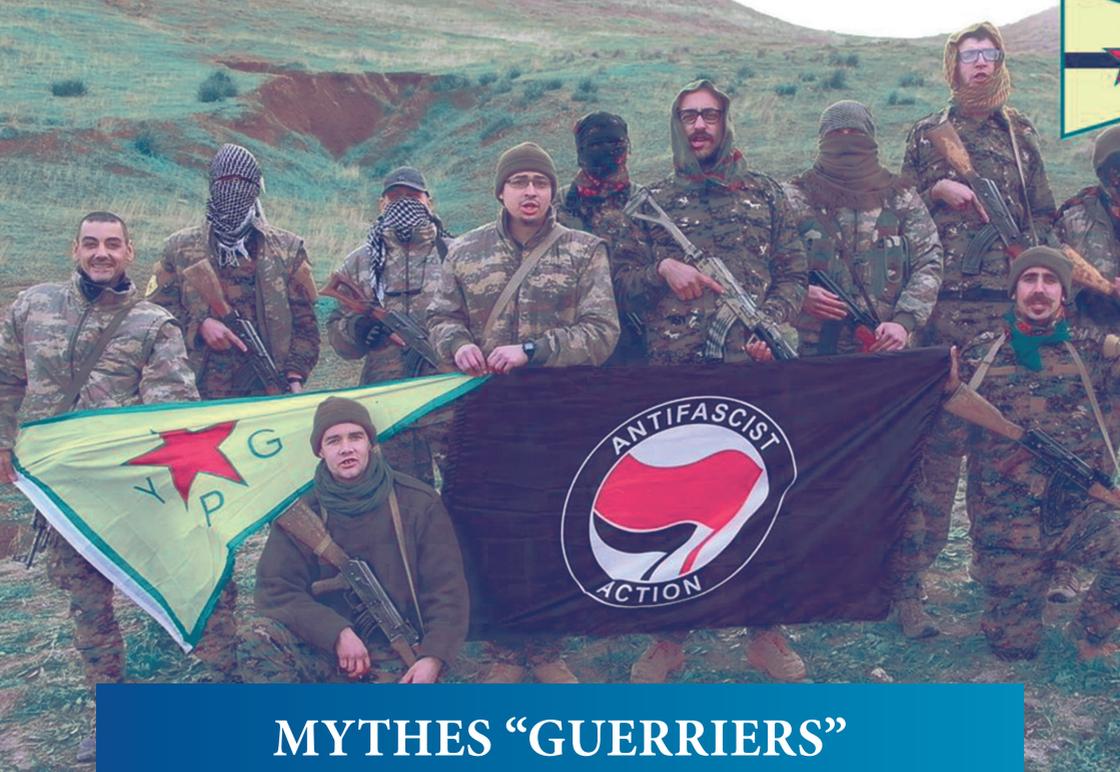
Les affrontements avec la droite radicale composent une grande part des activités d’une partie de la gauche radicale et nourrissent une chronique où la puérité le dispute à l’illusion. Attaque de locaux vides, bagarres de rue sans morts ou blessés graves, si l’on excepte l’affaire Méric... Cette violence ne saurait constituer le moindre danger pour l’État et les institutions. Mais ce terrain étant à peu près le seul où ces militants peuvent espérer une “victoire”, même dérisoire, il est privilégié

à la fois dans leur imaginaire comme leurs activités. Il serait, là encore, fastidieux et d'ailleurs inutile de faire l'encyclopédie de cette longue suite de “bastons”, leur généalogie remontant, pour les amateurs d'histoire politique, à Mai 68, voire au métro Charonne, et, pourquoi pas, aux affrontements avec les ligues d'avant-guerre.

Violences contre les représentations réelles ou supposées du libéralisme

L'annonce au début de l'année 2019 d'un projet de loi visant à durcir les sanctions contre les manifestants violents a été l'occasion pour la gauche radicale de dénoncer la “radicalisation” du gouvernement et du “néo-libéralisme autoritaire”, pour reprendre, par exemple, une publication du 8 janvier de Siamo Paris Antifa.

Dans ce que l'on pourrait appeler par commodité la mouvance zadiste, que nous verrons plus loin, les milieux de la gauche radicale, étant largement interpénétrés, sautant de “luttés” en “luttés”, dans l'espérance de les faire “converger”, on trouve sans difficulté des appels à la violence avec leurs justifications, souvent poussives, parfois brillantes. Ainsi est parue en novembre 2018 sur le site internet Reporterres, autoproclamé “le quotidien de l'écologie”, et très attentif aux mouvements des ZAD, une tribune signé de Gaspard d'Allens, par ailleurs collaborateur à Bastamag, autre site de gauche radicale, sous le titre “Cette guerre de faible intensité contre toute forme de révolte”. On peut y lire ceci : “Il ne pourra y avoir de “transition douce”, de “désobéissance sympathique” ou de “révolution tranquille”. C'est une pure illusion. Malheureusement, on ne bousculera pas l'ordre établi sans devoir se confronter aux forces de l'ordre, sans se heurter aux tribunaux, sans remplir les prisons.” Au fil de ce texte assez emblématique, on retrouve tous les “fronts” de lutte de la gauche radicale (convergence avec les cités, aide aux migrants...) ainsi que le soutien à un militant emprisonné en Allemagne pour avoir participé à des violences lors de manifestations contre le G20.



MYTHES “GUERRIERS” CONTEMPORAINS DANS LA GAUCHE RADICALE

Sans remonter aux Brigades internationales, on peut identifier deux conflits majeurs dont les épisodes nourrissent régulièrement la gauche radicale : le conflit israélo-palestinien et le combat des Kurdes pour un État indépendant. Un décompte, à titre de “sondage” des articles ou actions sur les sujets “internationaux” parus sur le site internet Rebllyon, centrale des activités de gauche radicale à Lyon et ses environs, donne le résultat suivant pour l’année 2018.

Kurdistan et Turquie : 33% des publications.

Palestine et Israël : 32%.

Soit un **total** de 65%.

Reste du monde : 35%. Le sujet le plus abordé étant avec 8,1% la situation dans la Russie sous Poutine et principalement le soutien à la Tchétchénie.

Un résultat sensiblement différent, mais témoignant cependant d'une même polarisation de l'intérêt, peut être relevé sur le Paris Luttes info, alter ego parisien de Rebellyon.

Kurdistan et Turquie : 37,7%

Palestine et Israël : 11%

Soit un **total** de 48,7%

Autres : 51,3%.

Côté allemand, la balance des préoccupations penche très largement vers le Kurdistan et la Turquie. Ainsi, et par exemple, sur le site Interventionistische Linke (groupe marxiste d'un petit millier de militants, participants occasionnels de Black Bloc), cette région du monde concentre 75% des publications sur l'international. À noter que de nombreux sites "antifas" s'intéressent peu ou pas aux luttes extérieures, hormis dans le cas de groupes étrangers appartenant à la même nébuleuse. Le poids de la deuxième guerre mondiale dans la mémoire collective allemande est tel que cela explique en partie la moindre importance qu'en France du combat "pour la Palestine".

Cette importance, déjà vieille d'un demi-siècle pour ce qui est de la Palestine, des deux conflits du Proche-Orient s'explique par le fait qu'ils s'inscrivent aisément dans la grille de lecture de la gauche radicale : colonisé/colonisateur, opprimé/opprimeur, (Palestiniens et Kurdes versus Israéliens et Turcs). Chaque conflit a généré en France et en Allemagne des groupes et associations de soutien avec une tonalité féministe prononcée dans le cas du Kurdistan et ses combattantes. Dans ce dernier cas, on notera au passage que la gauche radicale s'est retrouvée alignée sur les mêmes positions que les États-Unis d'Amérique (avant l'annonce d'un retrait américain par le président Trump), fournisseur d'armes et d'instructeurs aux Kurdes, par ailleurs, dénoncés comme protecteurs d'Israël.

Il n'est pas le propos de cette étude de dresser la liste des groupes de soutien spécifique, qui dépassent rarement les 5 000 abonnés sur Facebook, ou des communications de mouvements et partis politiques sur ces sujets.

On notera cependant que ces "luttes" peuvent donner l'occasion sur le sol européen d'actions violentes ou potentiellement violentes comme

en Saxe, en janvier 2019, lorsqu'un groupe d'activistes a bloqué les voies d'accès à une usine de matériel de guerre supposée fabriquer des armes pour l'armée turque qui combat les Kurdes. S'inscrivant dans une "Journée – debout pour Rojava (voulant dire "Ouest" en kurde et désigner un "système fédéral démocratique en Syrie du nord"), de nombreuses autres actions ont été menées en Allemagne dans lesquelles on retrouve la mouvance "antifa".

L'existence dans les deux pays de fortes communautés turques et kurdes donne lieu presque chaque mois à de violents affrontements, sorte de miroir allogène des affrontements entre extrême droite et gauche radicale françaises et allemandes, opposant "fascistes" turcs et "socialistes" kurdes.

Le "combat" pour la Palestine reproduit ce schéma d'importation. Dans ce cas, les violences opposent militants de gauche radicale et organisations juives. L'histoire du soutien à la Palestine en Europe est longue, complexe et perpétuellement changeante. Un fait majeur cependant doit être souligné : l'apparition dans ses rangs, notamment en France, de jeunes musulmans issus de l'immigration. Au-delà de la question de l'antisémitisme très répandu, la question palestinienne nourrit une identité de révolte et de violence déjà existante dans les banlieues.



BLACK BLOC, QUAND UNE MÉTHODE DEVIENT UN MYTHE

Les Black Blocs sont devenus un objet médiatique à la fin des années 90 dans le contexte des grandes manifestations contre les G8 ou G20. Ils avaient à ce moment là une histoire déjà ancienne puisque les premiers Black Blocs sont apparus au début des années 80 en Allemagne de l'Ouest au sein de la gauche radicale (autonomes, antifascistes...).

Le Black bloc n'est ni un mouvement constitué ni le symbole d'une idéologie. C'est une méthode de manifestation : s'habiller de la même manière afin d'être moins identifiable par les forces de l'ordre. Il s'agit donc d'une recherche de l'anonymat qui tourne au paradoxe puisque l'uniforme noir désigne celui qui le porte comme un potentiel fauteur de trouble.

Les violences commises par les Black Blocs sur des policiers, le vandalisme de bien matériels et notamment les façades de banques, existaient avant eux et peuvent exister en dehors d'eux. Leur médiatisation tient donc à leur style vestimentaire et à leur apparente impunité.

Les Black Blocs sont des forces numériquement faibles. De quelques centaines à un maximum de 2 000. Cela s'explique par le fait que les Black Blocs fonctionnent comme des "coucous". Ils ne sont pas la manifestation, mais une part mobile de la manifestation. Ils ont donc besoin d'un rassemblement plus large dans lequel ils peuvent se fondre. Leur traitement n'est pas le même en France qu'en Allemagne. Dans plusieurs pays d'Europe, la police a mis en place un protocole de liaison avec les Black Blocs tout au long de la manifestation. Une étude du Centre de Recherche de l'École des Officiers de la gendarmerie nationale de juillet 2016 évoque la possibilité d'une adaptation de ce modèle de traitement des foules hostiles en France en ces termes pour le moins surprenants puisqu'ils sont écrits après les violences des manifestations contre la loi Travail : "Il faut continuer dans cette voie pour pouvoir développer un dialogue". Cette analyse repose sur un postulat : les Black Blocs relèvent de la contestation sociale.

L'Allemagne fait exactement la même analyse mais depuis plus de trente ans, depuis qu'en 1985 le tribunal constitutionnel, dans la décision "Bockdorf", a introduit une "obligation de communication et de coopération" entre la police et les manifestants. Ce concept, surprenant vu de France, trouve son origine dans le monde du travail social, tenu par la pensée de gauche, qui a travaillé sur la réduction des conflits entre instances ou personnes hostiles. Outre les épisodes de manifestation, la police allemande, dans toutes ses composantes, applique ce concept, y compris dans les quartiers dits "difficiles".

Pour conclure, il faut noter que les violences des Black Blocs ne sont pas différentes ou supérieures en nature ou en degré à celles qu'ont pu commettre par le passé des marins-pêcheurs ou des agriculteurs. Elles sont même souvent moins graves. Or, il existe une différence fondamentale entre ces violences. Celles du monde paysan ou maritime ne remettent pas en cause la structure de l'organisation du travail, mais un fonctionnement à leur détriment. La violence Black Bloc s'inscrit, elle, dans un champ politique de critique radicale des institutions étatiques et européennes, considérées comme des puissances au service du modèle capitaliste.

Au regard de ce qui précède, un Black Bloc ne mérite pas les honneurs médiatiques qui l'entourent depuis plusieurs années. Son phénomène, sa persistance, posent uniquement la question du maintien de l'ordre

dans une société démocratique européenne. Si on laisse de côté les cas où certains gouvernements sont soucieux de disposer de coupables médiatiques à désigner à l'opinion afin de déconsidérer un mouvement, une cause ou une grève, il apparaît que la violence légitime que peut mettre en œuvre un État est indexée, elle aussi, à la charge négative que revêt dans l'opinion publique la violence en tant qu'expression politique.



Soyons
ingouvernables

AUTONOMES, LA VIOLENCE COMME TRANSGRESSION PAR L'ACTE

Il n'est pas dans notre propos de résumer l'histoire très riche du mouvement autonome en France, en Allemagne ou en Europe, de son "revival" depuis les années 2000, ni de se livrer à une analyse du terme, dont la signification varie selon les lieux, les temps et selon qui (médias, policiers, militants, universitaires...) l'utilise. Au sein de la gauche radicale, la mouvance autonome se distingue par son refus des hiérarchies internes et des partis, sa marginalité numérique, son style, et le caractère prégnant dans son discours de l'utilisation de la violence.

Plus que tout autre, le militant autonome recherche la transgression dans l'action. Il va donc de soi que la violence se trouve naturellement au premier rang des moyens d'action. Le fait que les autonomes sont très souvent des intellectuels renforce l'impression de "jeu politique" que ressent un observateur devant leur histoire récente. La violence autonome, même si elle se rattache à une idée de "guerre sociale", n'est

pas une guerre. On n'y meurt pas ou presque jamais (le cas de Rémi Fraisse est une exception. Au demeurant, le jeune homme n'était pas un autonome), on y est blessé parfois mais presque jamais grièvement ; de même, on ne cherche pas à tuer. La violence autonome est réelle, mais aussi bavarde comme si, en fin de processus militant, le discours sur les faits valait autant que les faits et peut-être davantage. Du reste, cette violence qui structure la lutte contre la société libérale, structure également les rapports entre autonomes et autres membres de la gauche radicale, mais aussi à l'intérieur même de la mouvance autonome.

L'exemple français donne dans l'histoire récente trois séquences permettant d'illustrer cette violence et son discours : les manifestations contre le CPE de 2006, l'affaire dite de Tarnac et les manifestations contre la loi Travail de 2016.

En 2006, lors des manifestations, notamment celle du 16 mars, comme avec l'occupation de la Sorbonne le 10 mars ou de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) durant cinq jours, les autonomes français, renforcés parfois d'autonomes venus d'Italie, sont en première ligne des affrontements contre la police. La production intellectuelle qui accompagne ces événements, tracts, communiqués, textes, promeut l'action violente souvent dans le style propre à la mouvance, mélange de romantisme et d'humour capable de séduire des adolescents comme dans ce passage : "Les élaborations et tendances dites radicales ou extrémistes qui sont apparues lors de ce mouvement sont des possibles ouvertures par lesquelles le mouvement social peut basculer dans l'insurrection (...) si nous appelons à la généralisation des saccages, si nous appelons à quitter les assemblées et s'organiser en communautés ou bandes de voyous, c'est toujours conjointement pour affirmer la nécessité de rompre avec ce monde" (tract anonyme mars 2006, cité par Paolo Stuppia in *La violence des marges politiques des années 1982 à nos jours*).

L'affaire dite de Tarnac, par son ampleur médiatique, la personnalité des militants impliqués et les faits qui leur étaient reprochés, a sorti brièvement le mouvement autonome de son anonymat. Bref rappel : en 2005, un groupe de jeunes gens s'installe dans une ferme à proximité du village de Tarnac en Corrèze. En 2007, ce même groupe rachète

l'épicerie du village. L'année suivante, deux de ses membres, appelés à devenir célèbres, Julien Coupat et Yildune Lévy, sont arrêtés par la police canadienne en tentant de traverser illégalement la frontière avec les États-Unis. Ils venaient d'être identifiés par le FBI pour leur participation à une réunion anarchiste internationale à New-York. Dès lors, l'attention des services de police et de gendarmerie français se concentre sur le groupe. En octobre et novembre 2008, des inconnus sabotent plusieurs lignes TGV. Des sabotages similaires ont également lieu en Allemagne et sont revendiqués anonymement à la mémoire d'un militant antinucléaire écrasé accidentellement en 2004 alors qu'il entendait bloquer avec sept autres hommes (tous sauf un sous l'emprise du cannabis) un train transportant des matières radio-actives.

Le 11 novembre 2008, une vingtaine de membres du groupe de Tarnac ou se situant à sa périphérie est arrêtée. S'en suit une longue chronique judiciaire durant laquelle, peu à peu, toute la procédure s'effiloche. L'accusation de terrorisme sera définitivement abandonnée en janvier 2017. En avril 2018, Julien Coupat et Yildune Lévy sont relaxés.

Le groupe de Tarnac a sa généalogie à laquelle la personne de Julien Coupat n'est pas étranger. Revue comme *Tiqqun*, livre comme *Maintenant*, collectif (ou pas) comme le Comité invisible... quel que soit le nom, une ivresse des mots accompagne ce qui est fait, comme si la langue poétique suffisait à masquer la faiblesse des buts, et donc des moyens, comme si mettre les rêveurs de son côté éloignait ce que l'on ne peut vaincre. Violence et utopie forment l'identité autonome et donc celle de ceux qui la vivent pleinement. Violence de l'État, violence en retour des autonomes, violence des situations subies comme des libérations temporaires. Dans son enquête, la police a utilisé le mot de secte pour désigner le groupe de Tarnac et "l'emprise", selon elle, exercée par Julien Coupat sur l'ensemble des membres. Faute d'éléments, il ne nous appartient pas d'infirmier ou pas ce jugement. Mais une chose est sûre : il se dégage du groupe un fanatisme de l'imaginaire, la langue employée dans ses écrits renforçant cette impression d'absolu en toutes choses, où le grandiose verse dans le grotesque. Une citation suffit à illustrer cette langue du groupe de Tarnac, il s'agit de l'auto-définition du Comité invisible : "instance d'annonce stratégique pour le mouvement révolutionnaire".

Il n'importe pas ici de se demander si la justice a pu se tromper en

relaxant Julien Coupat et son ex-épouse ou qui, en définitive, pourrait être l'auteur des sabotages. En revanche, la production intellectuelle de cette mouvance est une incitation permanente à l'usage de la violence, usage jusqu'à présent modéré faute d'un contexte révolutionnaire et, a contrario, d'un réel désespoir, d'un nihilisme assumé dans ses actes. On y retrouve, formulés avec intelligence et souvent lucidité, les passages obligés de l'analyse de gauche radicale, contre la police, pour la violence des cités, contre les normes et hiérarchies, pour la guérilla urbaine, encadrés d'une critique impitoyable des milieux de cette gauche radicale et des organisations syndicales "réformistes" ou non. Des points précis sont parfois évoqués comme à la page 101 de *L'insurrection qui vient* (2007) où le sabotage de lignes de TGV est conseillé au même titre que le sabotage informatique supprimant les données détenues par l'État. On retrouve Julien Coupat lors des manifestations des Gilets jaunes. Il est interpellé le 8 décembre 2018 dans le XIX^{ème} arrondissement de Paris avec dans le coffre de sa voiture des bombes de peinture et masque de chantier. Relâché avec un simple "rappel à la loi", il est de nouveau identifié dans les manifestations parisiennes notamment le samedi 2 février 2019 pour "l'Acte 12".



ACTUALITÉ DE LA VIOLENCE : GILETS JAUNES, SUSPICION, RÉCUPÉRATION, RÉVOLUTION ?

Le mouvement des Gilets jaunes, son ampleur lors du 17 novembre 2018 comme son développement ultérieur, a pris de court la gauche radicale au même titre que tous les partis ou observateurs. La première question qui s'est posée, dès avant le 17 novembre et à son lendemain, à toutes les composantes de cette gauche, était : est-ce une manifestation "de droite" ? La "lutte contre les taxes" est-elle une lutte "de gauche" ? Les réponses à ces questions traversaient tous les groupes, tous les courants. On peut décrire l'évolution des positions de la sorte : suspicion, puis circonspection, enfin, récupération.

Quelques jours avant la première manifestation, le site Nantes révoltée s'interrogeait : "Que faire le 17 novembre" ? Première préoccupation des rédacteurs, "S'agit-il d'une initiative d'extrême-droite ?" Réponse globalement négative : "Il est difficile de classer ces revendications sur

l'échiquier politique traditionnel, même si, redisons-le, elles ne sont pas suffisantes pour en faire un véritable mouvement social. Il s'agit pour l'instant d'un agrégat de colères." À partir de là, que peut espérer la gauche radicale du 17 novembre ? "Nous avons tous constaté l'inefficacité des seules manifestations. Nous savons tous qu'une victoire sociale passe par le blocage de l'économie. Alors que les mouvements sociaux appellent depuis des années à « tout bloquer » sans jamais y parvenir, ni à organiser sérieusement les blocages, le mouvement du 17 novembre lui, a l'air de vouloir se donner les moyens de paralyser les flux." Et de conclure sans conclure : "Si notre seule réaction face aux dizaines de milliers de personnes qui s'organisent pour bloquer effectivement l'économie, se cantonne à les traiter de fascistes, alors nous avons déjà perdu. Rejoindre sans regard critique cet agrégat de colères n'est pas non plus la solution.(...) Les centrales syndicales font échouer toutes les luttes depuis 10 ans, les mouvements radicaux se font isoler par la répression, la propagande, et les logiques d'entre-soi puristes. Comment dépasser ces contradictions ? En organisant des blocages parallèles ? En ciblant des multinationales comme Total ? En allant soutenir ces blocages tout en affichant des revendications anticapitalistes ? La question reste ouverte." Une question dont l'organisation Alternative Libertaire ne s'empare que la veille du mouvement. Son constat ? Une seule journée de mobilisation "ne règlera rien". Il faut s'inscrire dans la durée et surtout "virer les fachos et les patrons du mouvement". Point de vue partagé par le NPA qui, dès le début, suit et analyse attentivement le mouvement. Du côté, de la mouvance "antifa", on retrouve la même méfiance. Peu avant la première mobilisation, Action Antifasciste Paris Banlieue publie une vidéo d'un syndicaliste de la SNCF. Ce militant SUD-Rail développe une rhétorique confuse faisant à la fois la promotion du 17 novembre, tout en condamnant les milieux "patronaux" d'où émanerait l'appel, sans conclure clairement sur une attitude à adopter. Au sein des "militants de base" que l'on peut suivre sur les réseaux sociaux, la tendance à la non participation semble l'emporter, accompagnée parfois du mépris du militant "organisé" envers ce qui semble être un mouvement de "beaufs". Ceux défendant l'idée d'une présence le font au titre de la nécessité d'observer avant de prendre une décision définitive. Certains condamnent aussi le "conservatisme militant" qui refuse un mouvement qui ne vient pas "de la mouvance".

Au lendemain du 17 novembre, la question n'était toujours pas tranchée. Le site Paris Lutttes info écrivait le 22 novembre 2018 : "Le mouvement des gilets jaunes divise dans nos cercles, par son interclassisme qui permet à différentes franges de petits patrons et de réacs en tous genres de s'exprimer sur les barrages. Pourtant, cette vague semble bien plus importante qu'un simple mouvement sectoriel sur le prix de l'essence. (...) Le mouvement des gilets jaunes laisse perplexe et divise au sein des forces progressistes et révolutionnaires.

La journée du 17 novembre aura conforté celles et ceux qui y voient un mouvement régressif et quasi contre révolutionnaire, avec de multiples actes racistes, sexistes et homophobes. Elle aura aussi conforté celles et ceux qui, au sein de la gauche radicale, y voient une chance de convaincre de nouvelles personnes de la nécessité de mettre nos forces en commun pour renverser un pouvoir qui ne sert que ses intérêts et celui des plus riches. Face à ce constat et cette division des forces anti-racistes et anticapitalistes, nous ne voyons qu'une parade : laisser chacun.e choisir son rapport à ce mouvement, sans critiquer celleux (sic) qui auront fait d'autres choix (...) on ne mettra jamais fin aux catastrophes en cours sans bloquer l'économie, et que cela ne se fait que par la force et la détermination d'une masse. Le gouvernement parle de radicalisation des gilets jaunes, il ne nous reste qu'à lui donner raison."

Une certitude s'imposait cependant dans ces milieux, la masse sociale "non éduquée politiquement" des Gilets jaunes ne devait pas être laissée à elle-même ou livrée à d'autres forces. Une fièvre également s'emparait de nombreux militants, celle de la violence possible grâce aux masses et par les masses. Une violence oscillant entre stratégie politique et romantisme. L'épisode du "boxeur" de gardes mobiles du samedi 5 janvier 2019, Christophe Dettinger, est un bon exemple de ce rapport politique ou romanesque à la violence. Si de nombreuses organisations "antifas" saluent le geste, cohérents en cela avec leur rejet viscéral de la police, certains appelant même à verser à la cagnotte d'aide financière alors lancée, d'autres critiquent ce soutien de la gauche radicale. Le 24 janvier 2019, Rebellyon publie un article "Héroïsme et my(s)thification", ainsi introduit : "Depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes, pas mal de débats, voire de disputes, ont éclaté entre individus et composantes idéologiques de ce que les médias désignent généralement comme "l'ultra-gauche". Suite à l'acte VIII et la polémique nationale autour de

la cagnotte en soutien au “boxeur de CRS”, plusieurs textes parus ces derniers jours sur Paris-luttes infos et le texte de l’Action Antifasciste Nord-Pas-de-Calais en réponse aux critiques qui lui sont adressées ont relancé les accrochages.” Le texte qui suit est une virulente critique du romantisme qui aboutit à soutenir un homme pour ce qu’il a fait (frapper un policier) et non pour ce qu’il est (un individu sans conscience politique ou, plus grave, un individu suspect de sympathie pour l’extrême-droite). On peut notamment y lire : “Soyons honnêtes, la plupart d’entre nous baignons plus ou moins dans la culture dite « riot porn ». La police est chargée de protéger l’ordre présent du monde, et nous voulons le défaire. Nos forces sont réduites, alors que l’exploitation salariale, les dominations sexiste, raciste, spéciste, validiste, hétéro (etc.) sont banales, parce qu’institutionnalisées et surtout profondément ancrées dans les mœurs. Le fascisme gagne du terrain chaque jour, alors que la planète commence à cramer sérieusement. Le désespoir est de mise pour toute personne un peu lucide devant la situation. Alors voir des flics qui prennent cher, il est certain que ça apaise au premier abord. Mais la fascination qu’exerce la violence spectaculaire sur les militant.e.s pose ici problème. Ce n’est pas la violence d’une action qui détermine sa radicalité. (...) C’est un problème de fond, qui fait débat depuis le début du mouvement. La radicalité des actes posés, semaine après semaine, suscite a minima la curiosité, et pour certain.e.s l’admiration. Pourtant, le répertoire d’action de la “révolte” constitue un ensemble de moyens et pas une fin en soi.”

À l’occasion du mouvement des Gilets jaunes, la gauche radicale s’est signalée par deux types d’actions violentes. D’abord, “virer les fachos des cortèges”, mot d’ordre repris en boucle des centaines de fois sur Facebook. Il a souvent constitué la “porte d’entrée” dans le mouvement pour beaucoup de militants qui retrouvaient là une constante de leur engagement. Rien d’étonnant donc que cet objectif ait été essentiellement celui des groupes “antifas”. Il a parfois été atteint. Ces violences n’ont occasionné que des blessures légères de part et d’autres. Antonin Bernanos, l’individu ayant défrayé la chronique judiciaire pour avoir incendié un véhicule de police lors d’une manifestation contre la loi “Travail” en 2016, a lui-même été frappé par des militants d’extrême droite alors qu’avec d’autres militants “antifas” il cherchait “le contact”. Un parti politique comme le NPA a participé aux défilés parisiens des

Gilets jaunes, souvent en cortège constitué, protégé par son service d'ordre équipé de bâtons et d'aérosols lacrymogène. Le 26 janvier, ce service d'ordre s'est opposé à l'attaque de militants d'extrême droite. Il a eu le dessous.

À côté de cette séquence conflictuelle classique entre radicaux, la participation de militants de gauche radicale à des émeutes qui sont les plus violentes depuis celles de 2005 dans les banlieues, soit contre la police soit contre des biens, ne fait pas de doute. À Paris, bien sûr, même si des militants pouvaient écrire sur Paris Luttes Info le 8 janvier 2019, "la manif de samedi, si elle a été une réussite pour le mouvement, a été marquée par l'absence quasi complète de la gauche radicale dans toute sa diversité. Pourquoi vous nous laissez seul.es comme ça les copains alors qu'il y a un coup à jouer ?". Un appel entendu dans les semaines suivantes. Mais c'est surtout en province, dans des villes comme Bordeaux, Marseille ou Toulouse, que la gauche radicale a été en première ligne des violences.

Si la fascination pour l'émeute est une évidence dans ces groupes, la question principale qui se pose est : quelle part réelle pour la gauche radicale dans ces violences ? L'action la plus médiatiquement spectaculaire, l'attaque d'un ministère le 6 janvier, est à mettre à l'actif de la mouvance. Parmi les individus arrêtés plusieurs semaines après les faits on trouve un militant de la CGT connu pour son engagement "antifa" et un militant anarchiste.

Cela étant, il est difficile de faire la part entre propagande et réalité de cette présence sur le terrain. À Bordeaux, "l'Acte XII" des Gilets jaunes est annoncée par la gauche radicale sous le nom de "Yellowisblack – marchons ensemble", illustré par une photo de Black Bloc. Initiative simpliste, sans doute, mais faisant partie d'une tentation généralisée au sein de la gauche radicale : apporter ses codes, instiller ses analyses dans le mouvement des Gilets jaunes. Avec un succès mitigé. Ainsi, "Cerveaux non disponibles", page Facebook faisant une revue de presse des médias de la mouvance au sens très large, a publié le 29 janvier 2019 un texte sous le titre "Yellow is the new (Black) Bloc", texte relayé par Paris Luttes info. Évoquant la nécessité d'expulser des Gilets jaunes tout militant de droite, le texte est centré sur une sorte "d'analyse des pratiques" de la violence destinée à rapprocher militants politiques et les "gilets jaunes

apolitiques”. Mais le jargon militant utilisé, le ton employé, montrent les limites de l'exercice intellectuel et portent en eux son échec : “Que les GJ (...) ne s'inquiètent pas et accueillent ces forces progressistes et anticapitalistes comme partie prenante du mouvement. On rappellera également que le Black bloc, mot lancé comme épouvantail depuis l'acte 11, n'est pas un mouvement, ni même une structure. C'est simplement un mode d'action utilisé lors de certains rassemblements, à certains moments. Un mode d'action offensif et solidaire, qui peut parfois revêtir une forme de violence contre des biens (souvent fortement identifiés au capitalisme) ou contre les forces de l'ordre. Mais il ne s'agit jamais de violence gratuite et aveugle. D'ailleurs, les premiers actes des GJ ont connu de nombreuses actions relevant des pratiques du black bloc : barricades, jets de pierre, voitures renversées... Les tactiques offensives sont présentes au sein des GJ depuis le début du mouvement. Tout autant que les pratiques de dialogue avec la population, de blocages des routes, de débats... Si le mouvement a été aussi fort et dangereux pour le pouvoir, c'est en partie grâce à des manifestations qui ont débordées et qui ont inquiétées le pouvoir (...) Avec ou sans gilet jaune. Avec ou sans capuche noire. Samedi, soyons tous dans la rue, tous solidaires. Contre les inégalités, contre les injustices, contre le racisme et pour faire tomber le pouvoir.” La réaction des commentateurs à ce texte est éloquente. Peu d'avis favorables, en revanche, trente-deux personnes ont soutenu une critique moqueuse des “guéguerres” entre “radicaux de droite et de gauche”.

Faire la chronique des tentatives de récupération et donc d'orientation du mouvement des Gilets jaunes par l'extrême-gauche sort du cadre de cette étude dès lors que cette orientation ne vise pas à développer un climat insurrectionnel, ce qui est le cas, au moins officiellement, des partis impliqués dans le jeu électoral comme le NPA. Pour autant, cet “encadrement” des masses “jaunes” offre en permanence une structuration autour du thème de la révolution. Ainsi, le 1^{er} février 2019, le site Révolution Permanente, émanation d'une tendance du NPA, a organisé un débat intitulé “Gilets jaunes – le retour du spectre de la révolution”. Parmi les animateurs, outre ceux membres de la rédaction, on retrouve un panel assez représentatif des “luttons radicales, un syndicaliste, une féministe, un Gilet jaune blessé lors d'un des “Actes”, un militant “issu de l'immigration”... Selon les organisateurs, 300 personnes

avaient répondu présents, ce qui est fort peu au regard d'une actualité "chaude" et à la veille d'un nouvel "Acte". Les commentaires parus sur la page Facebook de Révolution Permanente au lendemain du débat comptaient un certain nombre d'appels à la violence, à la révolution par les armes, sans doute reflet de l'opinion d'une part importante des participants. Il est à noter que les cadres de Révolution Permanente n'ont pas éprouvé le besoin de censurer ces commentaires.

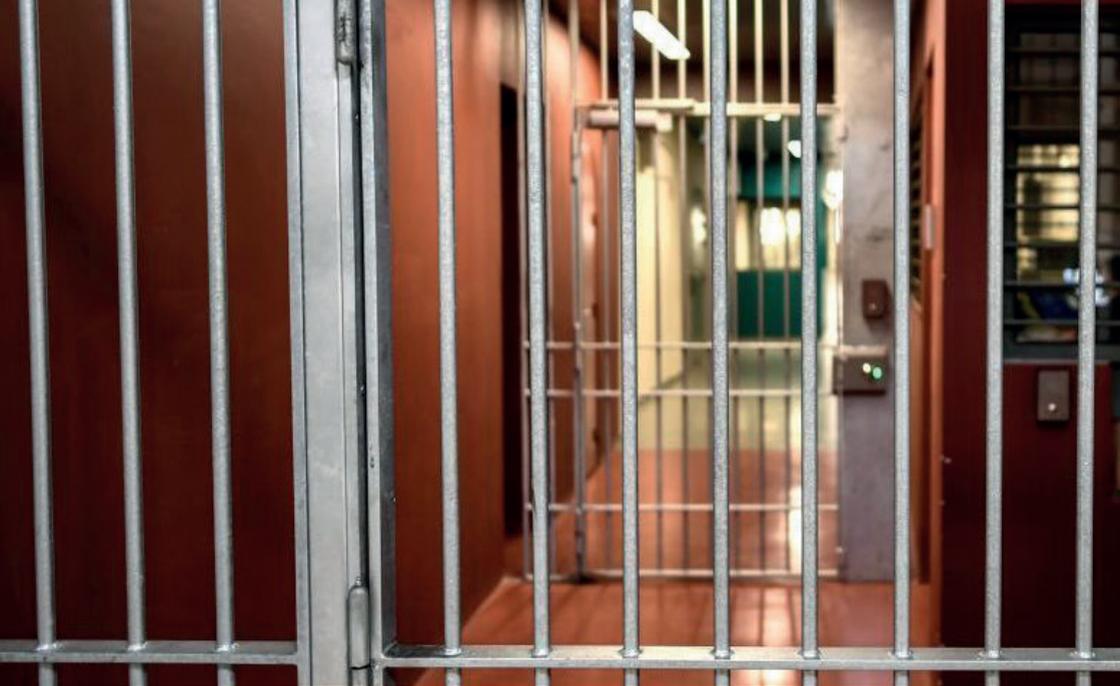
Un cas emblématique de cette tentative de récupération et d'orientation est celui de Commercy. Cette ville de la Meuse de 5 700 habitants a un maire divers droite. À la présidentielle de 2017, Marine Le Pen est arrivée en tête avec 26,27% des voix suivie de Jean-Luc Mélenchon (21,39%) et d'Emmanuel Macron (19,83%). Au second tour, Macron l'a emporté avec 59,5% des suffrages contre 40,5% à Marine Le Pen. Le mouvement des Gilets jaunes y a démarré avant même le 17 novembre 2019. Sous couvert de "diversité des opinions", le mouvement a été pris en main par des militants d'extrême gauche : message de "soutien" reçu du Chiapas, région du Mexique où une guérilla "zapatiste" a longtemps nourri l'imaginaire guerrier de la gauche radicale française, "hymne" des Gilets jaunes de Commercy adaptant le "Chant des partisans" promettant du "sang et des larmes" à "l'ennemi", le "riche", et se concluant par "Ce soir L'Élysée tombera : des assemblées à la place , Chantons compagnons ,le système tombera : plus de classes". Dans ce contexte, on comprend l'engouement national des militants pour Commercy et l'organisation de "l'assemblée des assemblées des gilets jaunes" qui s'est tenue à proximité les 26 et 27 janvier. Une assemblée préparée en amont par un ordre du jour témoignant d'une grande expérience en la matière, rédigé en écriture "inclusive", conformément aux standards d'extrême gauche, annonçant la parité pour les délégués qui seraient élus. Par ailleurs, un long document avait été mis en ligne, synthèse de ce que proposaient une quinzaine de groupes de Gilets jaunes répartis sur l'ensemble du territoire. Tous ces groupes ont été pris en main par la gauche radicale, ainsi, celui de Saint-Nazaire et sa "Maison du peuple". C'est donc sans surprise que, là encore, on retrouvait, plaqués sur le mouvement des Gilets jaunes, les thèmes, les stratégies et, parfois les mythes, de la gauche radicale : appel à la "grève générale", fourniture de "papiers" aux "migrants", "réappropriation de l'espace occupé" ou "réquisition de lieux" (le terme de ZAD n'était pas utilisé, sans doute par précaution),

formation de “street medics” (groupe de “soignants” intervenant dans les manifestations, fondé par la gauche radicale américaine), travailler pour associer les “quartiers populaires” (comprendre les zones où vivent principalement des personnes issues de l’immigration)... Enfin, passant presque inaperçue, mais importante, la suggestion de “ne pas rester accroché au gilet jaune, qui peut bloquer certaines personnes”, phase transitoire et définitive dans la récupération et le contrôle.

Le jour venu, de nombreux militants avaient fait le déplacement, relayant les débats en “live” sur leur Facebook. La présence de médias comme Mediapart ou Reporterre témoignait de l’intérêt de cette mouvance pour l’initiative. Sans surprise, ces journées ont accouché d’un texte qui reprend les classiques mots d’ordre : “ni racistes, ni sexistes, ni homophobes, nous sommes fiers d’être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire”. Le reste de la déclaration – continuité de la lutte – confirmait, en creux, combien “l’appel” de Commercy n’avait qu’un but réel, la prise en main et la structuration du mouvement par des professionnels ou se pensant tels de “l’agit-prop”.

Derrière cette façade “participative”, des lors que l’on descend au niveau local des groupes s’étant réunis à Commercy, on retrouve rapidement des justifications de la violence. Toujours mises en balance avec les “violences policières” et la “répression d’État”, une “violence légitime” est défendue comme à Saint-Nazaire où un militant anime à partir du 30 janvier 2019 un groupe “d’éducation populaire”.

Cette prise en main n’a pas donné de résultats probants, “l’assemblée des assemblées” ne parvenant pas à “mordre” sur la masse des Gilets jaunes. L’appel pour une 2^{ème} réunion nationale en avril 2019 à la “Maison du peuple” de Saint-Nazaire, c’est-à-dire dans un lieu animé par un groupe très radical, est une des indications de cet échec.



LA PRISON, LIEU DE VIOLENCE, ENJEU DE POUVOIR

La gauche radicale porte un intérêt ancien et soutenu au monde carcéral. Sa grille de lecture y trouve un champ d'analyse, de son point de vue fructueux, un terrain de "lutttes" apte à fournir un "réservoir" militant rompu à l'illégalité.

Antonin Bernanos, militant anarchiste déjà cité, a passé moins d'une année en prison en 2018. Il y est retourné en 2019 dans le cadre d'une affaire d'agression sur un militant de droite radicale. Dans différents articles ou interviews, il a donné son point de vue sur la question qui reflète assez bien dans ses grandes lignes celui de sa mouvance. Début 2018, dans Médiapart et Lundi Matin (site appartenant à la mouvance autonome), il définissait la prison comme un lieu de répression contre les "opprimés" : "Si les quartiers populaires ont été de véritables laboratoires de la répression pendant plusieurs décennies, en ciblant les populations post-coloniales, il est évident que la prison y a une place primordiale. En tant que composante qui structure depuis toujours le prolétariat et son rapport au travail, à la ville et aux autres classes, il

s'agit bien ici de s'en servir comme d'un instrument moteur qui génère de la répression, et plus seulement comme d'un simple réceptacle des populations excédentaires." Opprimés/prisonniers donc, mais aussi opprimés/gardiens, l'oppression étant déterminée par l'appartenance ethnique : "le prolétaire des DOM-TOM qui n'a trouvé d'autre issue à la précarité que de porter l'uniforme (qui est majoritaire en bas de la hiérarchie pénitentiaire, et qui ressemble souvent trait pour trait au profil type des détenus, non-blancs, prolétaires et issus des zones de relégation des populations excédentaires)". A contrario, le gardien "blanc" est ramené aux seuls exemples de ceux arborant des "tatouages néo-nazis".

Le militant anarchiste allait même plus loin en prenant également la défense des "détenus supposés en lien avec l'État Islamique". Selon lui, "il s'avère qu'une extrême minorité d'entre eux sont effectivement liés à cette entreprise terroriste. Il s'agit pour la plupart d'homme jeunes, non-blancs, appartenant aux classes populaires et qui ont fréquenté la mauvaise mosquée, la mauvaise personne, qui ont surfé sur les mauvais sites ou envoyé de l'argent ou un simple message à une connaissance partie combattre en Syrie. La stratégie de la radicalité et des politiques antiterroristes agit à deux niveaux : accentuer une islamophobie d'État relancée par les attentats depuis 2 ans". Et de conclure à la création par l'État d'un nouveau délit "être pauvre, noir, arabe et musulman".

À partir de là, l'analyse aboutit sans surprise à une extension des luttes carcérales, selon des méthodes depuis longtemps éprouvées, quoique sans guère de succès en France : "C'est en construisant des liens solides entre les détenus et l'extérieur, en se coordonnant, en mobilisant des familles, différents acteurs des luttes et en rejetant tout compromis que de vraies perspectives de lutte s'ouvriront, lancées par les détenus et relancées à l'extérieur pour des revendications qui dépasseront les demandes d'accès à de meilleures conditions de détention." Quelles revendications ? Antonin Bernanos l'évoque dans une intervention lors du colloque *Penser l'émancipation* de janvier 2018 : "Je pense qu'il y a des choses essentielles dans cette fameuse ligne "tous prisonniers de la guerre sociale" : cela réside dans cette volonté de constituer un seul camp idéologique, une opposition conséquente à la prison. C'est d'abord refuser d'opposer les prisonniers politiques – qu'on s'évertue à présenter comme indûment victimes de la répression– et les prisonniers accusés

de délinquance ordinaire (pour la plupart enfants de l'immigration ouvrière postcoloniale).”

Cet intérêt pour ce “front de lutte” qu'est la prison se retrouve à peu près sur tous les sites d'information de gauche radicale comme Rebellyon ou Paris Luttes Info. Le sujet est affiché comme un thème récurrent, mis en exergue, au même titre que le racisme, l'écologie ou l'économie.

Sa présentation ne donne pas lieu qu'à des analyses, mais également à des actions. Les “révoltes” ou émeutes carcérales sont suivies avec attention, que ce soient celles des maisons d'arrêts ou des centres de détention pour immigrés clandestins. Nous reviendrons sur les centres de rétention dans la partie traitant des tentatives de convergences entre gauche radicale et milieux issus de l'immigration.

Un fanzine, *Yoyo* “journal de lutte contre les barreaux”, donne le ton depuis 2018. Dans son numéro 3 sorti en décembre 2018, on y trouve pêle-mêle, un appel à incendier les prisons, une condamnation des peines alternatives, notamment les travaux d'intérêt général, qui vise à contraindre les individus à être “dociles envers l'autorité qui les écrase, accepter de se faire exploiter” ou la recension de feux d'artifices devant les prisons qui “ne resteront pas toujours artificiels”... Le numéro fait également l'apologie, qui ressemble fort à une revendication terroriste, des incendies volontaires de voitures de surveillants (une quinzaine lors de cinq attaques en 2018) ou de personnel de réinsertion (cinq à Besançon). Les victimes sont qualifiées de “collabos de la machine à enfermer”, de “larbins de l'État”. Le journal se réjouit également de l'incendie dans la banlieue de Grenoble d'un entrepôt de 2 000 m² de la société Eiffage “qui construit des prisons”. Une dizaine d'engins de chantier et de véhicules ont également brûlé. Ce n'est pas la première fois que la société est visée à cause de ses constructions de prison. L'action d'octobre 2018 a été revendiquée par un collectif anonyme dans un communiqué paru sur la plupart des sites internet d'information de la gauche radicale et souvent saluée de commentaires enthousiastes. On y retrouve les éléments de langage classiques de la lutte anti-carcérale, teintés d'un romantisme anarchiste également assez courant comme, par exemple, en guise de signature : “A tous les mutins, à toutes les mutines, Rage et courage pour saccager nos cages !” Dans son numéro zéro, sous le titre “collabos”, *Yoyo* publie la liste des entreprises ayant participé à la réhabilitation de la prison de la Santé, sans omettre également les noms

et prénoms ainsi que les adresses professionnelles des architectes. Le ton de l'article traitant de cette réhabilitation permet de qualifier cette suite de noms comme une liste de cibles potentielles.

En parallèle de ces publications, cette mouvance édite également divers opuscules comme "Permis de visite", guide pour "vivre en prison et préparer sa sortie". On y trouve une bibliographie fournie, dont on peut se demander combien de détenus de droit commun sont susceptibles d'y puiser. S'y ajoute une littérature de fond comme le "Surveiller et punir, naissance de la prison" de Michel Foucault, et de nombreux "témoignages" de militants de l'ultra-gauche comme Jean-Marc Rouillan, membre d'Action Directe, ou de figures de truands appréciés du milieu libertaire comme Jacques Mesrine.

Tout ce travail "anti-carcéral" est mené avec minutie et témoigne d'une vraie connaissance du dossier. Pour autant, au regard de l'ancienneté et de la qualité de l'engagement, les résultats sur le terrain semblent maigres. Peu de militants, une centaine le 12 janvier 2019, pour manifester devant la prison de la Santé, une poignée au Rémouleur, "lieu autogéré" à Bagnolet, où la rédaction de Yoyo avait donné rendez-vous à ses sympathisants le 9 novembre 2018. De fait, si on excepte la lutte contre les centres de rétention, celle contre les prisons correspond à une marge des marges de la gauche radicale.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'impact de ce travail auprès des prisonniers soit très faible. Ceci s'explique aussi que, face à la concurrence de la prise en main par les islamistes, la gauche radicale, numériquement, ne pèse rien. Notons au passage que le fait que le poids ethno-religieux l'emporte sur une lecture idéologique libertaire n'entraîne pas la moindre autocritique dans le milieu concerné. Au contraire, le fanzine Yoyo, dans son numéro zéro, se félicite que le 20 mai 2018 des prisonniers de Fleury aient refusé de remonter en cellule afin de protester contre l'action d'Israël à Gaza, sur le thème "Gaza, plus grande prison du monde", sans s'interroger un instant sur les motivations de ces prisonniers - libertaires ou islamiques ?



CONVERGENCES RADICALES AVEC LES “QUARTIERS POPULAIRES”

La gauche radicale française partage un point commun avec l'État qu'elle combat, celui de désigner sous le nom de “quartier populaire” un lieu où réside majoritairement, voire quasi totalement, une population immigrée ou issue de l'immigration, réservant ainsi ce qualificatif de “populaire” à cette seule population et donc en en privant la population autochtone pauvre.

Cet intérêt pour cette population est, en quelque sorte, la queue de comète idéologique de la lutte pour la décolonisation qui a agité la gauche radicale des années trente aux années soixante-dix, puis du combat contre l'apartheid en Afrique du Sud, et, enfin, du combat contre Israël toujours en cours, ses “colons”, son armée “coloniale”, etc. Cette lutte est à la fois un prétexte et une espérance. Un prétexte en ce qu'elle permet à une mouvance issue souvent de la petite ou grande bourgeoisie de renouer avec les grandes luttes passées de son imaginaire collectif. Une espérance car la “banlieue” apparaît comme un vaste réservoir

d'énergie disponible, pour peu qu'on sache y faire partager la grille de lecture "correcte", marxiste, libertaire, communiste libertaire, au choix...

En Allemagne, la démarche est similaire sans être nourrie comme en France d'un passé riche en relation avec les milieux coloniaux/immigrés. En revanche y pèse l'héritage mémoriel de la seconde guerre mondiale dont l'analyse a impacté la gauche radicale au tournant du millénaire. Le nom de "antideutsche", dans le sens d'anti-national, a désigné une mouvance de gauche radicale dont le poids initial était très élevé. L'organisation politique "Radikale Link" à l'origine de l'"antideutsche" a pu rassembler jusqu'à 20 000 manifestants le 12 mai 1990 dans le contexte encore brûlant de la réunification afin de s'opposer au retour "d'une seule Allemagne". Ce mot d'ordre "anti-allemand" très séduisant pour la mouvance fut repris par des autonomes lors de plusieurs journées d'action comme "Ta gueule l'Allemagne ! Ça suffit !" le 3 novembre 1990. Mais la guerre du Golfe de 1991, l'affaire du Kosovo, puis le conflit israélo-palestinien des années 2000, ont fait éclater cette gauche radicale, unie contre l'idée allemande, mais fracturée dans son analyse du passé. Le courant "antideutsche" se rangea résolument du côté d'Israël et des États-Unis. Le premier en tant que "refuge des survivants de l'holocauste", les seconds pour être les seuls vrais soutiens d'Israël. En conséquence de quoi antisionisme et antiaméricanisme furent condamnés définitivement par ce milieu. C'est ainsi que l'on vit ses militants brandir des drapeaux américains ou israéliens lors des manifestations. La querelle intellectuelle sur le concept d'impérialisme se doubla sur le "terrain" d'affrontements physiques entre militants. En 2004, un rassemblement néo-nazi donna lieu au sein du cortège antifasciste à de violentes bagarres entre "antideutsche" portant des drapeaux israéliens et "antifas" refusant tout drapeaux nationaux. Le courant a totalement disparu en tant que force militante ou d'influence avec la fin des années 2000.

En France, le travail militant visant actuellement à faire converger gauche radicale et mouvements de banlieue est au premier plan des préoccupations. Il se cristallise logiquement sur la dénonciation des "violences policières". Il n'est pas de semaine sur les sites internet de la mouvance sans un relais d'une action, d'une réunion, d'un "comité"

portant le nom d'un jeune africain ou maghrébin supposé violenté ou tué par la police, souvent à la suite d'une course poursuite. Le fait que ces événements se placent presque toujours dans un contexte de délinquance n'est pas un obstacle à ce soutien en raison des analyses déjà évoquées de "l'oppressé" contraint par l'oppression à agir hors de la légalité "bourgeoise", "capitaliste", "néocolonialiste", selon les variations terminologiques du moment. Il est à noter que ce travail de "convergence" va de pair avec une "peopolisation" de certaines figures des luttes contre les "violences policières". C'est le cas d'Assa Traoré, issue d'une famille polygame malienne, animatrice du comité La Vérité pour Adama, le prénom de son frère mort en 2016 dans les bureaux de la gendarmerie de Persan. Une expertise médicale de synthèse indiquera que la mort est due à la drépanocytose, la victime n'ayant pas supporté l'effort consécutif à la fuite pour échapper aux gendarmes. Refusant la conclusion de cette expertise, Assa Traoré continue son combat "pour la vérité". C'est ainsi qu'elle a pu à la fois, dans les premiers jours de 2019, participer à un débat organisé par des trotskystes et être choisie comme icône lors d'un concours de Une imaginaires organisé par le magazine de mode Vogue. Elle avait déjà en 2017 fait l'objet d'un article laudateur dans le prestigieux New York Times.

Parmi les récents témoignages de cette notoriété d'Assa Traoré, on peut relever le fait que, le 24 janvier 2019, Olivier Besancenot a cité le comité Vérité pour Adama dans la liste des personnalités ou des organisations de gauche, aux côtés de Jean-Luc Mélenchon et Benoit Hamon, appelées à se réunir pour préparer une grève prévue le 5 février suivant. On retrouve Assa Traoré à peu près au même moment aux côtés des parlementaires Esther Benbassa (EELV) et Eric Coquerel (LFI) dans une conférence de presse commune afin de dénoncer les "violences policières". On est loin désormais de la prudence de la gauche officielle qui, en 2018 encore, hésitait à participer à des événements organisés par le comité.

Cette mise en avant d'Assa Traoré est conforme à la ligne de la gauche radicale. Elle semble souligner cependant son échec, du moins à ce stade. En effet, l'émergence de cette figure des "luttes populaires" souligne qu'il n'en existe guère d'autres. Par ailleurs, la page Facebook du comité La vérité pour Adama ne compte que 70 000 abonnés, ce qui est beaucoup pour la mouvance de gauche radicale, mais très peu au

regard de l'importance de l'immigration africaine ou de la médiatisation du dossier. Enfin se pose la question d'Assa Traoré elle-même. Quelle est son indépendance par rapport au NPA ou à une autre structure radicale ? Apolitique avant la mort de son frère, elle est très vite entourée de militants "antifas" et "antiracistes". Qui donne de la lumière à qui ? La gauche radicale jusqu'aux Insoumis voit en Assa Traoré la possibilité d'une lutte, celle qui peut leur apporter les bataillons militants de banlieue, si souvent évoqués, jamais au rendez-vous. De son côté, Assa Traoré refuse la formule des "convergences", parlant d'"alliance" ce qui indique que, dans son esprit, la gauche, radicale ou pas, est un corps étranger à la "banlieue".

Un fait est à souligner. Le discours d'Assa Traoré est basé sur "l'appel au calme", à la "non-violence", propre à rassurer la rédaction de Vogue, mais il alimente en même temps la colère et la haine contre l'État et sa police. Les concerts de soutien organisés par le comité sont, à cet égard, révélateurs. On y retrouve des rappers comme Médine ou Youssoupha dont le rapport à la violence n'est pas reçu par leurs auditeurs comme purement conceptuel. On retiendra également que le discours pacifique d'Assa Traoré n'a pas été entendu par ses propres frères, quatre d'entre eux ayant été interpellés et incarcérés suite à des attaques contre des policiers.

C'est donc dans un contexte de guerre civile de basse intensité que l'action de "convergence" de la gauche radicale se situe. C'est cette potentialité qui l'attire.

Le soutien à l'immigration clandestine, au besoin par l'affrontement, est un autre volet important de l'action de la gauche radicale. Manifestations devant des centres de rétention, réunions d'informations, communiqués saluant des évasions, soutien aux évadés... autant d'actions récurrentes, presque chaque semaine, relayées sur les sites "antifas", libertaires ou trotskystes. On retrouve dans les "communiqués" publiés les classiques de la lutte anticolonialiste : "Faut arrêter de nous parler du pays des droits de l'Homme, c'est la France qui a colonisé chez nous. Les Français qui vivent chez nous, ne finissent pas en centres de rétention" (18 janvier 2019, présenté comme écrit par des "clandestins" du centre de rétention de Mesnil-Amelot en région parisienne).

Ce "front de lutte" a engendré naturellement des groupes, des sites internet, etc, spécialisés comme L'Envolée (qui concerne toutes les prisons) ou À bas les CRA (centres de rétention administratifs). Leurs militants appartiennent généralement à la mouvance libertaire. Les anciens détenus sont rares à s'engager dans le combat anti-carcéral. Les libertaires y voient une forme d'aliénation, de consentement au système. La langue militante employée dans ce combat est excessive, ce qui n'enlève rien à la sincérité de ceux qui l'emploient. Elle tend à radicaliser la situation, et ceux qui la combattent. L'expulsion d'un étranger en situation irrégulière sur le territoire français vers son pays d'origine devient une "déportation", l'administration française "une machine à déporter", les arrestations sont des "rafles", les détenus des "copains et copines", dénomination typiquement anarchiste (non utilisée par les clandestins).

Dans une émission de radio du 25 janvier 2019 diffusée sur Fréquence Paris Plurielle, un militant de l'Envolée n'hésite pas à affirmer que la police se livre régulièrement à des vols, des viols, des tabassages, dans les centres de rétention. Après avoir dénoncé une "répression de bâtards" et les juges "crevards", il conclut en menaçant en ces termes : "Juste un message aux keufs pour leur dire qu'ils ne sont pas seuls, qu'il y a du monde dehors qui vous laissera pas faire". Il est à noter que la "répression" n'empêche nullement l'appel en direct d'un détenu africain. Son témoignage, dans la forme, est très éloigné de la langue militante et montre qu'il n'y a nullement "convergence des luttes", mais d'un côté des personnes qui tentent d'échapper à une expulsion, de l'autre, des militants plaquant systématiquement sur une situation, leurs analyses, leurs grilles de lecture et leurs moyens de lutte. Aussi, il faut s'interroger sur la responsabilité de cette gauche radicale dans les révoltes ou les évasions dans les CRA. Par leur travail de propagande, ils légitiment, donnent un sens politique, à ce qui ne pourraient être que des mouvements de réaction comme il en a toujours existé dans les prisons. Il est vraisemblable également, sinon qu'ils les créent, mais du moins qu'ils organisent ces mouvements, en leur donnant notamment des informations juridiques, par exemple, lors des grèves de la faim de janvier 2019. Dans un univers par nature violent, leur discours comme leurs méthodes ne peuvent qu'exacerber les situations. Cela n'empêche nullement ces groupes d'agir au grand jour et d'avoir pignon sur rue,

notamment dans le monde universitaire. Ainsi, le 8 février 2017 s'est tenu durant toute une soirée dans l'amphithéâtre François Furet de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales une conférence-rencontre sur le thème "Démonter tous les CRA". Les objectifs décrits étaient sans ambiguïté : "Si la répression policière est féroce en leur sein, il nous faut, prisonnier.e.s et personnes solidaires, avec ou sans-papiers, être d'autant plus fort-es et organisé-es. C'est pourquoi nous ne proposons pas un énième colloque désespéré sur la brutalité de l'État mais une réunion d'organisation et d'information qui vise la diffusion et la coordination d'outils et de stratégies de lutte collectives".

La "convergence des luttes" en Allemagne n'a pas davantage obtenu de résultats tangibles. La publication en 2014, très commentée au sein de la mouvance radicale et notamment "antifa", d'un ouvrage intitulé "Antifa Gençlik – une documentation 1988 - 1994" par Unrast Verlag, éditeur de cette mouvance, en est une des preuves. En effet, il traite d'événements déjà vieux de plus de vingt ans, à savoir la création, la vie et la disparition d'un groupe "antifa" composé d'immigrés turcs, kurdes ou arabes, comme une expérience unique et hélas sans suite.

En 1988, dans le quartier "populaire" de Kreuzberg à Berlin, quelques dizaines de jeunes, majoritairement turcs, fondent Antifa Gençlik ("jeunesse" en turc). Il s'agit officiellement de s'organiser face aux "violences racistes". Le groupe attire des militants gauchistes en lutte contre le régime d'Ankara mais aussi des membres de gangs. L'organisation essaime vite dans tout le pays et mobilisera sur certains événements jusqu'à 700 personnes. Mais les délinquants, en nombre supérieur aux "politiques", refusent toute discipline, sinon celle de leur gang. Leur implication commence et s'arrête à la violence de rue contre les militants d'extrême-droite. Très logiquement, il y a vite contradiction entre l'idéologie affichée et les attitudes ou paroles des militants qui véhiculent, selon les "antifas" allemands, les valeurs du "patriarcat", du "sexisme" et du "virilisme". De leur côté, les immigrés reprochent aux militants allemands de les voir principalement comme force de frappe. Ils dénoncent les Allemands comme susceptibles de penser selon cette formule : "Nous sommes les cerveaux, vous êtes les muscles".

L'expérience prit fin en avril 1992 lorsque des membres d'Antifa Gençlik attaquèrent un militant d'extrême droite sortant d'un restaurant, le

poignardant à mort. Devant l'importance médiatique et policière donnée à l'affaire, Antifa Gençlik jugea plus prudent de s'auto-dissoudre. Ce fait-divers acheva d'envenimer les rapports entre "antifas" turcs et allemands, ces derniers jugeant les premiers incapables de s'organiser, d'agir de façon réfléchie sans mettre en danger les organisations. En 1994, l'expérience se terminait par la condamnation à trois ans de prison de trois majeurs, à de la prison avec sursis pour deux mineurs. Quant au sixième militant impliqué dans l'assassinat, il ne devait sortir de la clandestinité que pour aller combattre dans les rangs du PKK et se faire tuer par l'armée turque...

La lutte contre l'équivalent des centres de rétention, le soutien aux "réfugiés et demandeurs d'asile", comptent en Allemagne de nombreuses organisations comme Karawane, The Voice refugee Forum, Pro Asyl... Si tous leurs militants n'appartiennent pas à la gauche radicale, on y retrouve le même discours sur "l'apartheid" que créerait un centre de rétention, l'expulsion d'un clandestin assimilé à une "déportation" et le "racisme institutionnel" envers les étrangers. De même, un groupe comme Karawane s'associe régulièrement et publiquement aux activités "antifas", tout en faisant naturellement leur promotion, ou appelle à manifester contre la CSU en Bavière et sa politique "populiste et raciste" comme, par exemple, en juillet 2018.

Comme en France, la dénonciation des "bavures" policières commises dans les centres de rétention est l'œuvre de groupes spécialisés comme Justizwatch. Les migrants vivant dans ces camps sont encadrés de l'extérieur, formés et incités à la revendication de leurs "droits", des manifestations de soutien organisées à proximité. Là aussi, un discours qui entend reposer sur les droits de l'Homme concourt à la création et à l'entretien d'un climat de violence puisque ce qui en dernière instance est combattu n'est pas des violations de la loi, mais l'application de celle-ci.

REFUGIÉS



★ BRING YOUR FAMILIES ★

WANT TO COME

LA FRONTIÈRE COMME LUTTE CENTRALE

L'abolition des frontières, le “droit à la migration”, autant de “luttres” de premier plan pour la gauche radicale. En France, trois zones ont cristallisé son énergie militante : Calais, la frontière franco-italienne dans les Alpes-Maritimes et celle des Hautes-Alpes.

Dans les trois cas, il s'agit d'apporter un soutien logistique aux immigrés clandestins. Officiellement, ce soutien ne contrevient pas à la loi, les militants n'aident pas les clandestins à franchir la frontière. Ils se bornent à mettre à disposition, de part et d'autre, de la nourriture, des vêtements, un endroit où se reposer et des renseignements sur les chemins qui traversent la montagne ou les voies possibles pour franchir la Manche. L'objet de cette étude n'est pas, au demeurant, d'étudier ce que le langage militant appelle le “délit de solidarité” et les évolutions récentes de la loi et de la jurisprudence qui tendent à ne plus condamner l'aide à un migrant clandestin pourvu qu'elle soit bénévole et non récurrente.

Si l'on prend l'exemple récent des Hautes-Alpes, on constate qu'en 2018,

côté italien, à Clavière, il existait à quelques pas de la frontière un squat organisé dans une église par des militants ; un autre était installé côté français à Briançon, situé à 18 kms. Presque chaque jour arrivaient à Clavière de dix à trente clandestins, presque tous des hommes originaires d'Afrique ou du Moyen-Orient. Presque chaque jour, autant tentaient de passer la frontière par les chemins de randonnée. S'ils y parvenaient, ils gagnaient Briançon où des militants les prenaient en main et montaient leurs dossiers de demande d'asile. Surpris par la police ou la douane, les clandestins étaient ramenés à Clavière d'où, le temps de reprendre des forces, ils tentaient de nouveau leur chance le lendemain. En octobre 2018, le squat de Clavières a été expulsé par la police italienne à la demande de l'Évêché qui, dans le même temps, mettait à disposition des militants un autre lieu, situé à Oulx, plus éloigné de la frontière.

Cette "solidarité" envers les migrants dont la part d'illégalité est difficile à estimer et relève sans doute du cas par cas n'entraîne pas de violences. Cependant, les cas de clandestins morts de froid en tentant de passer la frontière, comme encore début 2019, font porter une responsabilité morale de ces drames aux militants qui les ont hébergés en amont et se proposaient de les accueillir en aval. En effet, sans l'existence de ces réseaux militants et face à l'action des polices italiennes et françaises, il est certain que ces filières de passage n'existeraient plus. C'est la certitude d'être pris en main qui a amené ces dernières années des milliers de clandestins dans ces vallées. À ce sujet, le rôle des passeurs, individuels ou organisés en mafias, complète celui des réseaux de militants qui assurent, en quelque sorte, leur service après-vente, comme le reconnaît implicitement un texte d'août 2018 publié sur Paris Lutte Infos sous le titre "No Border : réflexion sur un réseau de lutte offensive" : "Je ne pense pas qu'il pourra y avoir d'autonomie des migrant-es tant que nous n'aurons pas construit avec elleux (sic) l'émancipation de la première des dominations qu'ils subissent : celle des réseaux de passage que nous feignons la plupart du temps d'ignorer, comme s'ils étaient nos alliés ou complices invisibles. Pourtant elle n'est que violence et déshumanisation.". Dans les Hautes-Alpes, le tribunal correctionnel de Gap a reconnu le 13 décembre 2018, sept militants pro-clandestins (Français, Suisses et Italien) comme "coupables d'aide à l'entrée sur le territoire d'une personne en situation irrégulière", les condamnant à des peines, souvent

de sursis, la plus importante – un an dont quatre mois fermes – étant couverte par de la prison préventive. Lors du procès, un millier de militants étaient présents à Gap. Il était reproché aux sept accusés d'avoir participé le 22 avril 2018 à une marche de protestation contre la présence du mouvement Génération Identitaire au col de l'Échelle, à proximité de Montgenèvre, et d'avoir permis par cette manifestation l'entrée de clandestins en France, ainsi que des violences contre les gendarmes. De tels faits de violence sont rares. Les militants condamnés, comme deux autres encore en janvier 2019, ne le sont pas pour faits de violence mais pour avoir permis l'entrée de clandestins en France.

Les groupes, les sites, les blogs, mais aussi les individus, qui travaillent à cet accueil des clandestins n'appartiennent pas tous à la gauche radicale. On y trouve des chrétiens de gauche, des militants socialistes ou des personnes sans attache partisane mais émues par la communication victimaire des pro-clandestins. Pour autant, le gros des bataillons est constitué de militants marxistes ou anarchistes comme en témoigne leur souci de baptiser leurs projets ou squats dans le Calais des noms de Clara Zetkin (militante marxiste) ou de Kronstadt (lieu de révolte anarchiste contre le pouvoir bolchevique en 1921).

La consultation des relais médiatiques sur internet le prouve également. Ainsi, le blog rhône-alpin "valléesenlutte" qui centralise l'information sur le soutien aux clandestins ou aux militants poursuivis pour ce soutien, offre à la lecture les thématiques habituelles de la mouvance : "capitalisme et lutte des classes", "anti-répression, justice, prison", etc.

Cependant, à l'échelle européenne, le réseau principal de lutte contre les frontières et d'aide aux clandestins est le No Border. C'est notamment lui que l'on retrouve à Calais. Ses méthodes ne sont pas non-violentes. Le texte cité plus haut à propos des réseaux de passeurs paru sur Paris Luttés Info et signé d'un cadre des No Border résume suffisamment bien la psychologie des militants du réseau et leurs objectifs pour que nous en reprenions d'autres passages : "Nous étions nombreu-ses de 2008 à 2010 à nous être mobilisé-es contre les centres de rétention administrative, suite à l'incendie de celui de Vincennes, nous étions aussi plusieurs centaines en 2009 à avoir pris part à l'organisation d'un campement No Border à Calais qui avait donné naissance à Calais Migrant Solidarity, le réseau No Border qui lutte sur place depuis et a

contribué à l'ouverture d'un bon nombre de squats. Dans les trois années suivantes, des campements No Border d'action contre les frontières ont eu lieu en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suède, en Bulgarie, en Serbie, en Grèce. En Pologne, des ami-es se sont organisé-es à partir du collectif Frontexplode et organisent chaque année des journées d'action contre le siège de Frontex à Varsovie. Dans le même temps, en Belgique et en Angleterre, des actions répétées de dizaines de personnes ont bloqué des centres de rétention. Un réseau européen s'était mis en place par ailleurs pour résister de façon concertée contre les expulsions par charter. (...) À chaque fois que les migrant-es s'organisent socialement, se politisent collectivement, avec ou sans le concours de ceux qui les soutiennent, la police arrive, évacue, réprime, divise et oppose. Jusqu'à la soumission, au renoncement, au désespoir et à la mort. Que ce soit les squats, les jungles ou les campements d'infortune, ils disparaissent un à un sous le gaz et les coups depuis des années.

Face à ça ne faudrait-il pas repenser des résistances transfrontalières, réorganiser des mobilisations concertées et simultanées aussi bien dans les différentes villes en France qu'en Europe ? Et pas seulement des journées d'action symboliques comme le 1^{er} mars (2018) (...) mais engager une offensive continue et concertée contre le dispositif de contrôle, d'enfermement, de déportation et d'assimilation. Les migrants s'appellent parfois eux-mêmes « brûleurs de frontière », peut-être faudrait-il que (...) on se mobilise pour les brûler vraiment, les découper, les traverser et les briser collectivement. « No Border, No Nations » ça ne veut pas seulement dire qu'on préférerait qu'il n'y ait pas de frontières, ça signifie qu'on les combat partout où elles se déploient, entre nous et les migrant-es, entre les pays et les villes, au sein d'un aéroport, d'un port ou autour d'un centre de rétention. No Border c'est deux décennies d'actions radicales, une quarantaine de campements qui ont assailli physiquement les frontières internationales et créé des groupes et réseaux de lutte sur les points frontaliers, dans une opposition quotidienne aux politiques sécuritaires et xénophobes." Le texte s'achève par l'idée de se substituer bénévolement aux mafias de passeurs, au nom de la "solidarité", et à "combattre la loi et l'ordre". Ce texte, promu largement par la mouvance de gauche radicale ce qui souligne la valeur qui lui est prêtée par celle-ci, confirme implicitement les graves accusations portées par l'État français contre les militants No

Border à Calais et notamment celle d'inciter les jeunes clandestins à attaquer la police afin de lui interdire la zone dite de la "jungle". Au regard des faits reprochés et la persistance de l'affaire de Calais, on peut considérer que les militants No Border jouissent d'une totale impunité. Les rares cas jugés n'ont accouché que de peines symboliques comme en 2016 où un étudiant en sociologie a été condamné à un mois de prison avec sursis. La police lui reprochait d'avoir incité des clandestins à charger les forces de l'ordre. Il a été relaxé de ce chef pour preuves insuffisantes. Seul son refus de donner ses empreintes et son ADN lui valant une condamnation. Les militants No Border nient naturellement tout encadrement des clandestins et accusent la presse qui véhicule cette idée de "racisme". Sur le site internet de Calais Migrant Solidarity, dans une FAQ, on peut lire : "Il y a un profond racisme dans ces mensonges qui impliquent que «ces gens de la jungle» ne peuvent pas s'organiser mais plutôt qu'ils auraient besoin de gestion blanche / européenne. Ce n'est pas le cas. Beaucoup de personnes de la jungle sont déjà politiquement organisées et dans des circonstances politiques beaucoup plus impitoyables que celles de Calais. Il y a un mouvement très fort qui se passe ici qui est entièrement dirigé par les migrant.es. En niant cette conscience politique, les autorités méprisent de nouveau ces personnes et les rejettent en minimisant leurs revendications."

Que pèsent les No Border ? Peu de choses à l'échelle de chaque nation. Davantage lorsque l'on additionne les militants de chaque pays pour la plupart anglais, allemands, français ou néerlandais. En 2009, le camp No Border de Calais qui allait accoucher d'une présence activiste régulière sur la zone a rassemblé un peu plus de 1 000 personnes. Du 19 au 23 septembre 2018, le camp itinérant "Passamontagna" qui s'inscrit dans cette mouvance a rassemblé 300 européens dans les Hautes-Alpes puis sur le côté italien de la frontière. L'accès au camp a été contrôlé durant deux jours, notamment par l'équivalent italien de la DGSI (prise de photos, fouilles de véhicule...). Cette forte présence des forces de l'ordre a contraint les activistes à annuler une manifestation prévue côté italien. Cette disproportion entre les moyens déployés par l'État et le nombre de militants présents sur place souligne l'importance accordée officiellement par les gouvernements à la protection de leurs frontières. Cependant, on peut aussi penser que le degré de dangerosité

prêté aux militants No Border a un objectif médiatique et politique. On l'a d'ailleurs longtemps relevé dans le cas de Calais. Les activistes deviennent un bouc-émissaire pour des gouvernements incapables – ou ne voulant pas vraiment - de surveiller efficacement leurs frontières. L'arrivée au pouvoir de la droite populiste au printemps 2018 changeant cependant la donne de ce côté des Alpes, la pression sur les No Border et autres activistes pro-clandestins devenant un enjeu de sécurité intérieure.

.....



LA ZAD, ESPACE DE RÉSISTANCE, LIEU DE VIOLENCES

Le concept de ZAD, Zone À Défendre, a connu son moment de célébrité avec le dossier de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL). Par la durée d'occupation, par le soutien reçu, par l'implication d'habitants de la région, la ZAD de NDDL a suscité l'espoir de la mouvance radicale comme aucune autre.

Mais, comme toutes les autres, l'espoir a accouché d'une défaite. On peut objecter que le projet d'aéroport a été annulé par l'État et que, partant, les "zadistes" l'ont emporté. Il n'en est rien. Du reste, il suffit de constater que l'annulation du projet n'a pas mis fin à l'occupation de la zone, notamment par les militants autonomes. C'est que même si le prétexte à la mise en place d'une ZAD s'accompagne d'un engagement sincère, le but poursuivi par une ZAD est d'abord politique, c'est-à-dire la réalisation d'un "espace" libéré de l'État, une "commune" pour parler comme le Comité Invisible "unité élémentaire de la réalité partisane" (*L'insurrection qui vient*, page 107). Un espace à consolider et à faire

perdurer quand la situation le permet, à déplacer ailleurs quand ce n'est plus possible ; un espace de refus, qui devient de "résistance" et donc potentiellement de violence, attirant une population militante attirée par celle-ci. Il est à noter que la présence d'éléments pacifiques sur une ZAD, et même se réclamant ouvertement de la non-violence, concourt à la durabilité du conflit et donc des violences puisque, dans un État démocratique, le pouvoir politique s'attache à une répression qui distingue entre les groupes violents et les autres. En conséquence de quoi, en gardant l'exemple de la ZAD de NDDL, 150 puis 600 autonomes mêlés à une population de plusieurs centaines de Zadistes non violents profitent d'un avantage tactique certain par rapport à des forces de police ne pouvant les "traiter" qu'avec une violence mesurée, contenue dans le cercle de lois parfois en inadéquation avec la réalité du terrain. L'évacuation de la ZAD en avril et mai 2018 a donné lieu à de violents affrontements. 75 gendarmes et 300 zadistes ont été comptabilisés comme blessés, la plupart pour avoir été incommodés par les gaz lacrymogènes. Plus d'un quart des "lieux de vie" ou "squats" de la ZAD ont été détruits par les tractopelles sur un peu moins d'une centaine. En trois semaines, 10 000 grenades ont été utilisées, nombre jugé important à l'époque, mais moindre que celui concernant les Gilets Jaunes, et témoignant de la volonté de l'État de faire le moins de blessés possible en évitant les contacts directs.

À ces violences dans le cadre d'un maintien de l'ordre face à une guérilla (route barrée, attaque de policiers au cocktail Molotov) s'ajoute "à froid" des actes de vandalisme qui relève d'une forme de terrorisme de basse intensité comme dans la nuit du 22 au 23 avril où des inconnus ont incendié à Nantes quatre dépanneuses d'un garage qui avait participé peu de temps avant à l'évacuation de véhicules de zadistes. Par la suite, les professionnels appelés à intervenir sur la zone le feront le visage masqué, les plaques d'immatriculation dissimulées.

Une ZAD n'est pas toujours et même rarement une seule entité. "Lieu de vie", on y retrouve vite toutes les tendances et les "lutttes" de la gauche radicale, chacune au sein d'un ou plusieurs squats. Celle de NDDL a pu en compter jusqu'à près d'une centaine, parfois simple véhicule, souvent des cabanes de bric et de broc. Sous couvert d'occupation illégale, l'opération dite d'évacuation de 2018 a visé à détruire prioritairement les

“bases” les plus radicales ou jugées comme telles. Un an plus tard, quelle est la situation ? Posons la question en termes simplistes : qui a gagné ? Le plus vieux squat de la zone, celui dit du Rosier, apporte la réponse suivante dans un texte d’octobre 2018 : “Depuis l’abandon du projet d’aéroport, une partie du mouvement a fait le choix d’une stratégie de négociation en vue d’une légalisation de l’occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Cette stratégie a été présentée comme devant créer un « manteau » ou un « dôme » protégeant – légalement – un foisonnement d’activités hors cadre vouées à rester vivantes sur la ZAD. Elle devait empêcher l’appropriation privée des terres et des communs par la création d’une structure collective qui devait être la seule à pouvoir signer un contrat avec l’État.

De compromission en coup de force, ce ne sont au final que des Conventions d’occupation précaire (COP) qui ont été signées, à titre individuel, portant sur des projets plus ou moins agricoles, et dont une grande partie s’intègre au marché. Précaires comme leur nom l’indique (6 mois, renouvelables ou pas), ces COP excluent toute forme d’occupation des terres autre que celle sur laquelle elles ont été déposées. Ce choix, fait par certain-e-s, engage de fait les autres, puisque les COP couvrent la quasi-intégralité de la zone occupée. Il entraîne donc la normalisation de nos activités et de nos pratiques, les enfermant dans le cadre légal et les contraintes qu’il impose. Il vide de contenu politique notre présence ici. La norme s’imprime d’elle-même et parvient à se trouver des gardiens. (...) Dans un contexte où les voisin-e-s acceptent les conditions dictées par l’État et justifient par les normes juridiques et administratives l’invasion de nos espaces de vie et d’organisation, nous nous trouvons isolés et menacés. Aujourd’hui, nous avons donc besoin de la présence active de toutes les personnes souhaitant ouvrir des brèches dans l’implacable normalisation en cours.” (texte publié, entre autres, sur le site internet squat.net).

Le 28 janvier 2019, un militant autonome publiait sur Indymedia Nantes, un texte condamnant la violence à l’intérieur du paysage de la ZAD, pour ce que, vu de loin, on pourrait appeler une “guerre civile” entre “modérés”, soucieux d’obtenir des autorisations de l’État et les autres : “Aujourd’hui, l’exemple qui reste aux jeunes « militant.e.s » qui ont cru à la ZAD pour résoudre « collectivement » leurs soucis dans leur communauté, c’est de faire le même ou pire que l’État, ou directement

chercher à s'associer avec. Dans toutes les luttes qui comprennent la lutte contre l'autorité, coupons les liens avec l'État, faisons tomber les bureaucraties gauchistes ou néo-marxistes. Aujourd'hui, des groupes qui prétendaient « l'autogestion » – comme Abracadaboïs – s'associent aux institutions locales (mairies, services de la chambre d'agriculture) pour s'accaparer des terres et bois d'anciens paysans solidaires dans la Loire-Atlantique. Plus jamais du sang déversé pour des bourgeois, qu'ils soient intellectuels cosmopolites ou paysans néo-ruraux. Aujourd'hui, c'est bière bio, promenade dans la prairie et possiblement un cabas de produits *made in ZAD* pour la préfecture – d'ailleurs, quelle belle après-midi pour un suicide collectif. Plus jamais des copains en taule pour la cause des traîtres, feu aux délégations, aux chefs et aux avant-gardes qui vont avec.” Cette violence interne à la ZAD est-elle politique ? À en croire les parties en cause, la réponse est positive. Il ne s'agit pas comme souvent dans des squats d'une violence de fait-divers (viols, vols, bagarre entre alcooliques ou drogués...). Il serait trop long de faire l'historique de ces inter affrontements. La grille de lecture utilisée pour les analyser pointe le “virilisme blanc petit bourgeois” du milieu zadiste et le “classisme”, c'est-à-dire “qui oriente le mouvement dans une certaine direction car leurs petits privilèges coïncident avec l'État bourgeois. S'engager dans le légalisme implique la volonté (consciente ou inconsciente) de se conformer à des règles que toutes et tous ne peuvent pas se permettre car elles supposent des engagements financiers que certain-e-s trouveront grâce à leur réseau familial, amical ou relationnel.” (contribution sur Indymedia Nantes 21 mars 2018). Que l'analyse soit exacte ou pas n'a strictement aucune importance, sinon de détail pour indiquer que la “lutte des classes” reste l'outil permettant de tracer une frontière entre le licite et l'illicite à l'intérieur du camp “révolutionnaire. Ce qui compte ce sont les faits qui en découlent et qui permettent aux intéressés de parler de “milice de la bourgeoisie” pour désigner d'autres zadistes ! Ainsi, le 20 mars 2018, plusieurs zadistes en ont enlevé un autre, l'ont tabassé, mis dans un coffre de voiture. Il a été retrouvé à l'hôpital un bras et une jambe cassée. Motif ? Selon une version, la victime était un agresseur sexuel, pour une autre, c'était un conflit interne entre “autoritaires”, la victime ayant participé à une action interdite par les premiers. L'opinion générale restant que l'agressé ne disposait pas de la protection d'un groupe puissant, protection qui permet à des individus

ayant des comportements plus graves d'échapper à la "justice" zadiste autoproclamée.

En définitive, la ZAD de NDDL peut être considérée comme un échec. Elle n'a pu se créer et (sur)vivre que grâce à un soutien populaire découlant de l'hostilité à la construction de l'aéroport, soutien qui a permis une tolérance de fait de l'État. Dès lors que la question de l'aéroport a été tranchée et que l'État a concilié menaces de répression et offres de légalisation, la ZAD n'a plus connu que des échecs au regard de ses propres objectifs : pérennité, unité, radicalité. Considéré théoriquement comme un espace échappant à l'État, la ZAD apparaît en fait comme une marge tolérée par ce même État, un point de fixation qui permet à ses services de renseignements de garder le contrôle de la situation. La violence zadiste, quelle qu'en soit la motivation idéologique, est une violence de l'échec et de l'échec intégré à la réflexion zadiste. Le niveau de violence opposé à l'État reste modéré, a contrario des discours qui la suscite et la promeut. Dans ces conditions, le militant de gauche radicale peut voir ces affrontements comme un entraînement, là où d'autres observateurs considéreront cette violence comme un jeu romantique, une posture. À cela une raison simple : la faiblesse des effectifs disponibles, quelques centaines, interdit toute autre issue que le déplacement du potentiel de violence vers d'autres horizons, d'autres luttes, d'autres "colères".



LA ZAD ET LE COMBAT POUR LA “JUSTICE CLIMATIQUE”

Le concept de “justice climatique” s’inscrit pleinement dans la grille de lecture et d’expression de la gauche au même titre, par exemple, que la “justice sociale”. Le réchauffement climatique, mais aussi tout sujet écologique, est “pensé” en terme politique, s’accompagnant parfois d’une morale, et non pas seulement scientifique.

Le concept permet à cette gauche de se retrouver sur son terrain connu et privilégié de la mise en accusation du Nord/Europe/Occident face au Sud/tiers-monde. Ainsi, la décision du 30 novembre 2017 de la justice allemande d’examiner la requête d’un paysan péruvien contre l’énergéticien allemand RWE est saluée par Reporterre en ces termes : “Cette décision ne signifie pas que les juges donnent raison à Lliuya, qui accuse RWE, le plus gros émetteur de CO2 d’Europe, d’être responsable de la fonte d’un glacier qui menace sa ville de Huaraz, au Pérou. Mais elle marque un premier pas vers ce que les associations environnementales appellent la « *justice climatique mondiale* », selon laquelle les pays du Nord, très polluants, seraient contraints de réparer les préjudices

subis par les pays du Sud, largement affectés par la pollution qu'ils engendrent et le réchauffement climatique." On relèvera, au passage, que le groupe allemand ne possède aucune installation au Pérou et que le paysan concerné a porté plainte suite à une rencontre avec le groupe Germanwatch qui l'a incité, conseillé et orienté vers un avocat spécialisé.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de retrouver cette "justice climatique" déclinée structurellement dans des "camps climatiques" ou "camps action climat". Nés dans le monde anglophone, ces camps sont installés sur ou près de sites appelés à accueillir des projets industriels ou d'équipement suspectés d'impacter par leurs activités le climat. Ces camps, organisés naturellement sur une base de "développement durable" offrent une variété d'actions propres à satisfaire tous les publics de la gauche radicale ou purement écologistes, ces deux publics "convergeant" sans souvent être identiques, la notion de non-violence étant très développée chez les campeurs climatiques. Il n'est pas indifférent de relever que le premier "camp action climat" de France est apparu sur la ZAD de NDDL en août 2009. Mais c'est en Allemagne que l'on trouve en activité sur le principe de "justice climatique" une très importante ZAD. La forêt d'Hambach, entre Aix-la-Chapelle et Cologne, est depuis 1977 un lieu de discordance entre les écologistes et la société minière RWE qui coupe les arbres afin d'exploiter le lignite présent dans le sous-sol. Le lignite est un charbon très polluant extrait à ciel ouvert. Hambach est à ce titre un symbole pour les adversaires du charbon qui reste en Allemagne, avec la sortie programmée du nucléaire, une source essentielle de production d'électricité. Depuis 2012, une ZAD est en place afin de stopper, en tous les cas de ralentir, les opérations de déforestation par des moyens variés et non-violents. Le 19 septembre 2018, un militant écologiste, chrétien et "vegan", est mort en chutant d'une passerelle accrochée entre deux arbres lors d'une opération d'évacuation de la zone par les forces de l'ordre. Accident selon la police, version contestée par certains zadistes qui estiment que cette dernière a une part de responsabilité, le militant s'étant affolé en voyant apparaître les policiers. La ZAD a connu durant ces années et particulièrement à l'automne 2018 de très grandes manifestations, jusqu'à 50 000 personnes. C'est cette pression populaire qui a conduit la justice allemande en octobre 2018 à interdire la reprise de la déforestation tant qu'une action au fond sur la protection de la flore et de la faune déposée par l'association écologiste

Bund n'aurait pas été tranchée. Ce recours pourrait être jugé en 2019 et les zadistes ne sont pas optimistes quant au verdict, soupçonnant volontiers une collusion entre la justice "bourgeoise" et RWE. RWE dont l'action aura chuté de 21% au plus fort des manifestations d'octobre 2018 et qui est naturellement pressé de pouvoir reprendre son exploitation.

Lors des tentatives d'évacuation de la ZAD par la police, on retrouve les mêmes logiques que sur celle de NDDL. La police a pour objectif la destruction des cabanes, des squats ; les zadistes tentent de les stopper par des barricades sur les routes, par des mouvements de foule gênant l'action d'évacuation. À ces affrontements, il faut ajouter, différence avec NDDL, ceux entre zadistes et vigiles de RWE. À côté de leur activisme écologique, on retrouve chez les zadistes d'Hambach les habituelles références de la gauche radicale sur le "racisme", le christianisme complice du "colonialisme", le mouvement "vegan", etc. C'est sans surprise donc que l'on relèvera que le mouvement a commémoré de la même manière le décès du militant mort lors d'une opération d'évacuation de la zone avec celle au combat en Syrie dans les rangs Kurdes de "Rojava" d'un ancien zadiste anarchiste d'origine musulmane. Pour autant, à en croire un constat de janvier 2019 fait par l'organisation Ende Gälende, spécialisée dans la lutte contre l'exploitation du charbon et suivie par 27 000 personnes sur sa page Facebook, l'activisme écologiste sur le site d'Hambach – et ailleurs – souffre d'un manque de diversité : "Nous devons reconnaître que nos structures peuvent être améliorées en terme de diversité. Beaucoup de nos activistes sont blancs, jeunes et proviennent d'un milieu plutôt universitaire. Or, nous voulons offrir un espace sûr et accessible à tout le monde. C'est pourquoi nous devons aussi réfléchir à la manière de faciliter l'intégration et la participation d'activistes de plus de 40 ans, d'activistes de couleur et d'ouvrières et ouvriers. Par ailleurs beaucoup de nos activistes sont inexpérimentés. En effet, nous mobilisons avec peu de succès au sein de la gauche radicale comme le mouvement antifasciste, les antiracistes ou le droit au logement. Les exceptions ne contredisent pas ce constat." Il y a là une réelle différence avec la ZAD de NDDL où la gauche radicale et notamment les autonomes ont joué un rôle majeur. Cette différence de nature explique sans doute le degré de violence différent existant entre les deux ZAD, que ce soit dans la répression ou la résistance à la répression.



L'ANTISPECISME, VIOLENCE DANS LES ASSIETTES

Le spécisme, concept à prétention philosophique forgé dans les années 70 du XXème siècle, est censé être à la fois une attitude et une idéologie prônant la supériorité de l'espèce humaine sur les espèces dites animales.

Basé sur la dialectique racisme/antiracisme, l'antispécisme vise donc à "libérer" le monde animal de "l'oppression" humaine. Cette "lutte" accompagne donc le développement du mouvement "végan", c'est-à-dire de personnes ne mangeant rien qui soit issu de "l'exploitation animale". Spécisme et antispécisme s'inscrivent parfaitement dans la grille de lecture de la gauche radicale. Ils forment une des "luttes" intellectuelles ou pratiques régulièrement mises en avant dans l'actualité de la mouvance. Ils alimentent également le travail "antifa" puisque comme l'écrivait un militant anonyme sur Paris Luttés info en avril 2017 "les courants réactionnaires au sein de la lutte antispéciste sont à identifier et à combattre, car ils soutiennent activement ou font preuve de complaisance à l'égard de rapports de domination." C'est d'ailleurs à ce titre que le militant d'extrême droite qui a tué

Clément Méric en 2013 avait été identifié et dénoncé à l'occasion de sa participation à une manifestation de soutien à la cause animale. Depuis quelques années de nombreuses violences contre les boucheries, les restaurants spécialisés dans la viande, sont la cible d'attaques de militants antispécistes. Ceux-ci appartiennent-ils à la gauche radicale ? Sont-ils influencés par leurs discours ? La "signature", très souvent "stop au spécisme", témoigne d'un engagement idéologique, différent de celui des associations de défense animale ou dénonçant les conditions d'abattages. Une association comme 269 Libération Animale en pointe contre le "spécisme" appartient clairement à la gauche radicale. Elle a été fondée en 2016 par un militant d'origine kurde et sa compagne française, tous deux naviguant dans la mouvance révolutionnaire et autonome. On y retrouve donc dans la forme (écriture inclusive, vocabulaire révolutionnaire guerrier) et le fond ("convergence des luttes", référence explicite aux autonomes) tous les marqueurs de la mouvance. Dans un texte publié en février 2019, 269 Libération Animale fait l'apologie, dans le style propre au Comité invisible et la mouvance de Tarnac, de la violence en général, et au service de l'anti-spécisme en particulier : "L'oppressé n'entend pas ce que dit son opprimé comme un langage, mais comme un BRUIT. Il n'entend pas non plus les discours ou cris de ceux qui co-résistent aux côtés des opprimé.e.s. Rien de surprenant... C'est la définition même de l'oppression ! Aussi est-il vain de se poser comme VICTIME. Quand l'opprimé.e (et ceux censé.e.s les aider à se défendre) se rend compte de cela, il.elle sort les couteaux, les dents ou les griffes. Là on comprend qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Pas avant. L'usage d'une VIOLENCE DÉFENSIVE ("pour autrui" dans le cadre de la lutte antispéciste) sous n'importe quelle forme est la seule façon de définir les personnes animales comme "opprimé.e.s". C'EST LE PREMIER PAS HORS DU CERCLE DE L'OPPRESSION ET IL EST ABSOLUMENT NÉCESSAIRE ! Malheureusement les gestes défensifs des opprimé.e.s sont niés, invisibilisés et réprimés avec une telle sévérité que toute révolte semble impossible. Alors « ARMER » les opprimé.e.s avec nos corps, nos chaînes ou toute autre « arme par destination » qu'il s'agisse de pavés qui brisent, de pieds de biche qui ouvrent, de fourches et râtaux qui préparent les territoires pour accueillir, est un geste éminemment RÉVOLUTIONNAIRE.

Assumer la guerre qui est là, agir stratégiquement suppose de la comprendre, de saisir les rapports de force qui la configurent et les polarités qui la travaillent. Le véritable objectif pour les révolutionnaires est de FAIRE CROÎTRE LES PUISSANCES VIVANTES, de MÉNAGER LES DEVENIRS-RÉVOLUTIONNAIRES afin de parvenir enfin à une situation révolutionnaire et toute action directe défensive y contribue.” Bien évidemment, l’association soutient les militants arrêtés pour avoir vandalisé des boucheries. Elle le fait en des termes qui témoignent d’un lien direct entre les accusés et l’association. Ainsi, le 11 février 2019 : “Quatre militantEs, soupçonnéEs de dégradations et incendies sur commerces et restaurants spécistes, sont passéEs en comparution immédiate ce vendredi 8 février 2019, après avoir été arrêtéEs à leurs domiciles (portes fracturées par les forces de l’ordre et chatTEs présentEs sur place, laisséEs à l’abandon même si des proches ont pu s’occuper d’elleux) et gardéEs à vue jusqu’à 48h. Le procureur a préféré criminaliser les prévenuEs plutôt que d’écouter leurs revendications politiques et il a requis 10 ans de prison pour deux et un contrôle judiciaire pour deux autres. (...) Par conséquent, Lou et Alix sont en ce moment détenuEs à la prison de Sequedin, nous pouvons leur écrire notre soutien par courrier dès aujourd’hui, mais sachez que toutes les lettres seront lues par le système carcéral. Par mesures de sécurité, nous vous donnerons pas leurs noms et donc nous transmettrons les lettres que vous voulez écrire. “ Libération Animale dispose d’un public qui ne provient sans doute pas majoritairement de la gauche radicale et que l’association entend bien sensibiliser aux autres “luttés” comme, par exemple, une conférence sur “les femmes dans les mouvements révolutionnaires” en février 2019 ou l’affichage régulier du slogan “Siamo tutti antispecisti ! Siamo tutti antifascisti !” Ce public est important et réactif. Près de 80 000 abonnés à la page après trois années d’activités. Une levée de fond sur internet afin d’acheter un lieu (appelé “sanctuaire antispeciste) pouvant accueillir des animaux “sauvés” des abattoirs (rebaptisés “réfugiés”), a dépassé les 40 000 euros début 2019 pour un montant attendu de 60 000. Pour autant, le groupe ne revendique que 150 militants actifs.

CONCLUSION

À l'aune du terrorisme islamiste, les violences de la gauche radicale se révèlent faibles et ne sont pas de nature à inquiéter l'opinion publique européenne. Pourtant, elles forment un faisceau persistant et multiforme dont l'évolution en nombre et en gravité est corrélée à la situation économique et sociale des pays. Comme l'idéologie islamiste, les nombreux courants de la gauche radicale portent et diffusent un discours en rupture totale avec les lois et les valeurs des démocraties libérales. Ce discours d'antagonisme, distinguant deux camps irréductibles, inconciliables, se traduit par une volonté clairement exprimée de détruire les États, les nations et leurs mécanismes institutionnels. Comme l'idéologie islamiste, ce discours n'aboutit pas nécessairement à des actes de violence, mais crée, ou appelle à créer, des sécessions territoriales de fait.

Les violences sont de l'ordre de la destruction de lieux symboliques dits "de pouvoir" et l'agression de représentants des forces de l'ordre, auxquels il est dénié tout caractère humain dès lors qu'ils incarnent la violence "illégitime" d'un État estimé "oppresseur". La gauche radicale se constitue également en milices de fait pour attaquer les réunions de partis politiques parlementaires. Certains groupes constituent des fichiers de personnes pour leurs opinions et leurs engagements à droite ou à l'extrême-droite, ces fichages aboutissant parfois à des agressions physiques.

L'ensemble de ces actes délictueux ne reçoit pas, sauf exceptions, une réponse judiciaire forte. Il est vrai qu'ils bénéficient souvent d'une indulgence médiatique et politique, a contrario de ceux commis par l'extrême droite.

Les passages à l'acte s'avèrent numériquement modérés pour deux raisons essentielles. La première est la relative faiblesse des effectifs. La seconde tient à ce que la situation politique des pays européens reste, dans l'ensemble, encore stable. Si la "convergence des luttes" recherchée par la gauche radicale avec les populations issues de l'immigration ne semble pas pouvoir se réaliser, notamment en raison d'une opposition entre une

vision du monde idéologique et une autre basée sur l'ethnie, le risque existe d'une addition des violences. En cas de grave crise des banlieues, les groupes de gauche radicale, en relais ou pas avec des éléments de banlieue, estimeront le moment propice pour leur propre passage à l'acte. En Allemagne, la montée du populisme aboutit à radicaliser la mouvance "antifa" dont le rapport à la violence est bien supérieur à celui de ses alter-ego français.

Au regard de ces éléments, il apparaît qu'il n'est pas possible de traiter la question de la gauche radicale du seul point de vue politique. Elle appelle des mesures de sécurité publique allant au-delà du simple suivi des services de renseignement. Il convient notamment de s'interroger sur le financement public ou para-public de ses associations ou de ses militants. De même, ses liens avec des partis parlementaires doivent être analysés afin de déterminer ce qui relève du hasard et des parcours individuels de ce qui tient à une éventuelle complémentarité d'action.

21 NOVEMBRE 1981

Création à Hanovre de la première organisation “antifa” à l’échelle de la RFA. Cette création se fait à l’initiative du Kommunistischer Bund (Ligue communiste).

1^{ER} ET 2 OCTOBRE 1983

Incidents de Fallingbostel (Basse-Saxe). 2 500 militants d’extrême-gauche, autonomes et “antifas”, tentent d’attaquer le congrès du NPD, organisation d’extrême droite. Violents affrontements avec la police. Près de cent blessés.

La “bataille” de Fallingbostel est un des mythes “guerriers” fondateurs du mouvement “antifa” en Allemagne. À cette occasion, la mouvance précise ce qu’est l’antifascisme : “c’est le système tout entier”, comprendre la République fédérale d’Allemagne, le monde capitaliste...

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1985

À Francfort-sur-le-Main puis partout en RFA, violentes scènes de guérilla urbaine opposant au total plus d’un millier d’autonomes à la police. Rues saccagées, banques et commissariats attaqués.

FÉVRIER 1987

Arrestations de Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani, membres de la branche “communiste libertaire” d’Action Directe. Action Directe, produit terroriste des années post-68, aura commis entre 1979 et 1987 80 attentats et assassinats.

NOVEMBRE 1987

Lors d’une manifestation d’autonomes contre l’extension de l’aéroport de Francfort, deux policiers sont abattus.

MAI 1988

Manifestation en Thuringe devant la maison d’un responsable d’extrême-droite de 1 500 militants d’extrême-gauche dont 500 Black-blocs.

JUIN 1989

Arrestation de quatre militants autonomes allemands accusés d'avoir perpétré en six ans "des incendies criminels sur la propriété de ses adversaires politiques ainsi que de personnes et organisations qu'ils considéraient comme des représentants de l'État".

NOVEMBRE 1989

Importante manifestation d'extrême gauche "antifa" à Göttingen en Basse-Saxe suite à la mort d'une militante tuée accidentellement par la police. 15 000 militants défilent. Le centre de la ville est saccagé, la police est attaquée à coup de cocktails Molotov.

DÉCEMBRE 1991

Un Black bloc casqué de 800 militants défile contre "le fascisme et la terreur policière" à Göttingen.

4 AVRIL 1992

Assassinat à Berlin d'un militant de droite radicale poignardé par un commando de jeunes turcs et kurdes d'Antifa Gençlik.

1993-1994

Nombreuses manifestations "antifascistes" avec un Black bloc qui dégénèrent. En juillet 1994, 17 militants de l'Autonom-Antifa (plus tard au total 32) sont inculpés de constitution d'organisation criminelle et poursuivis également pour la promotion de la Fraction Armée Rouge, le groupe terroriste d'extrême-gauche alors en activité.

La procédure sera abandonnée en 1996. Mais les restrictions mises en place sur les organisations de manifestations publiques rendent à l'avenir très dangereuses juridiquement la constitution de Black bloc.

OCTOBRE 1994

À l'issue du braquage d'une pré-fourrière destiné à s'emparer des armes des gardiens, deux militants autonomes français,

Audry Maupin et Florence Rey, tuent trois policiers, un chauffeur de taxi et blessent six autres personnes durant une course poursuite. Audry Maupin est tué dans l'ultime fusillade, Florence Rey est condamnée à vingt ans de prison, elle en fera quinze.

OCTOBRE 1997

Arrestation préventive de 800 activistes d'extrême-gauche pour empêcher des manifestations en Thuringe. 400 autres sont incarcérés par la suite durant 36 heures.

20 AVRIL 1998

Annnonce d'auto-dissolution de la Rote Armee Fraktion. En trente années d'existence, la RAF aura commis une trentaine d'assassinats "politiques" et mobilisé près d'une centaine d'activistes entrés dans la clandestinité.

MAI 1999

3 000 manifestants d'extrême gauche dans les rues de Cologne pour protester contre le sommet européen censé incarner "la forteresse Europe" et le refus de l'immigration.

13 OCTOBRE 1999

Arrestation d'un des deux membres du groupe terroriste marseillais Francs-tireurs partisans à son domicile. Avec son complice arrêté peu après, ils étaient les auteurs de onze attentats ciblant le Front National entre 1991 et 1998.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1999

Affrontements à Seattle (E-U) à l'occasion d'une réunion de l'OMC entre un Black Bloc et police.

JUIN 2000

Sommet du FMI et de la Banque mondiale à Prague. Des militants d'extrême gauche parviennent à entrer dans le Palais des congrès. Nombreuses violences.

DÉCEMBRE 2000

Sommet de l'Union Européenne à Nice. Ville bloquée.

JUIN 2001

Sommet de l'Union Européenne à Göteborg. Attaques violentes, la police doit répliquer à balles réelles.

Le même mois, la Banque mondiale renonce à se réunir à Barcelone faute de garanties pour la sécurité de son sommet.

JUILLET 2001

Réunion du G8 à Gênes. Ville en état de siège. Un manifestant abattu par la police.

MARS 2006

Manifestations et occupations d'universités contre le CPE. Occupation le 10 mars de la Sorbonne entraînant vandalisme et violence. Le 16 mars, très violents affrontements devant la Sorbonne entre autonomes et forces de l'ordre qui font près de 100 blessés dans les rangs de celles-ci. 187 interpellations. Le 23 mars à l'occasion d'une nouvelle mobilisation étudiante et lycéenne, des bandes issues de l'immigration extra-européenne s'en prennent à de jeunes manifestants en raison de leur apparence de "blancs", les volant, les frappant.

JUIN 2007

Sommet du G8 à Rostock (Mecklembourg-Poméranie). 25 000 manifestants dont un Black bloc de 2 000 militants. Un millier d'arrestations.

7 ET 8 NOVEMBRE 2008

Quatre sabotages ont lieu sur des lignes TGV en France, deux semaines après un premier sabotage sur la ligne Strasbourg-Paris. Des actions similaires ont lieu au même moment sur le réseau allemand. Le 10 novembre 2008, ces actions sont revendiquées en Allemagne et dédiées à la mémoire d'un militant anti-nucléaire, Sébastien Briat, mort en 2004.

Le 11 novembre, la police interpelle une vingtaine de militants autonomes. C'est le début de l'affaire du "groupe de Tarnac" qui se terminera en avril 2018 par la relaxe de la principale figure Julien Coupat, l'accusation de terrorisme ayant été définitivement abandonnée en 2017.

AOÛT 2009

Création de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à l'issue d'un "camp climat". Les occupants appartiennent à toutes les variantes de la gauche radicale. La ZAD n'étant pas encore à "défendre" concrètement, les éléments violents sont, pour l'essentiel, absents de cette population.

2012

À l'automne, tentative de la nouvelle présidence socialiste d'évacuer la ZAD. Un échec qui encourage le mouvement "zadiste" à créer d'autres "zones" en France.

5 JUIN 2013

Mort à Paris du militant "antifa" Clément Méric tué par un membre d'un groupuscule de droite radicale suite à une rixe comme il en oppose régulièrement ces deux mouvances.

25 ET 26 OCTOBRE 2014

Violents affrontements sur le site du barrage de Sivens entre gendarmes et zadistes dont plus d'une centaine d'autonomes qui attaquent les forces de l'ordre avec des engins incendiaires. Un manifestant, Rémi Fraisse, militant occasionnel n'appartenant pas à la mouvance autonome, est tué par une grenade offensive.

MARS 2015

Réunion de la Banque mondiale à Francfort. 6 000 militants d'extrême-gauche affrontent la police. 7 voitures de police brûlées, 200 blessés, 500 arrestations.

JUILLET-AOÛT 2015

Encadrés par des militants No Border anglais et néerlandais, plusieurs centaines de clandestins partis de Calais tentent de faire irruption plusieurs nuits de suite dans le tunnel sous la Manche. Dans la nuit du 2 au 3 août, 700 y parviennent avant d'être délogés, épisode donnant lieu à de nombreuses violences. Le 3 octobre, nouvelle intrusion dans le tunnel de 110 clandestins à l'instigation des No Border. En novembre, de violents affrontements ont lieu dans la "jungle" de Calais entre forces de l'ordre et plusieurs milliers de clandestins. Le gouvernement socialiste met en cause les No Border comme ferment de révolte et encadrement.

23 JANVIER 2016

Manifestation à Calais de 2 000 militants de gauche radicale et de nombreux clandestins qui donne lieu à des actes de vandalisme et de violence ; le port est pris d'assaut par 150 individus. En février, un nouveau "démantèlement" de la "jungle" de Calais donne lieu à de violents affrontements entre CRS et militants renforcés de clandestins.

MAI 2016

Dans le cadre des manifestations contre la loi "Travail" du gouvernement socialiste, un véhicule de police est incendié, un des gardiens de la paix agressé, quai de Valmy à Paris. Les militants interpellés dans cette affaire appartenaient à la mouvance libertaire et, ce jour-là, étaient membres d'un Black Bloc.

AOÛT 2017

Fermeture par l'État allemand de linksunten.indymedia.org suite à des appels à la violence publiés sur le site. Lors de la perquisition, la police saisira des armes blanches.

AVRIL-MAI 2018

Évacuation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes grâce à l'utilisation de moyens importants (1 800 policiers et gendarmes, des véhicules blindés).

MAI 2018

Parution d'un guide "antifa" titré "Riot Maker" appelant à l'émeute et à la violence contre le prochain congrès de l'AFD en Bavière. À l'intérieur du guide figurent des techniques de fabrication de cocktails Molotov ou de planches cloutées, comment couper une route avec des pneus enflammés...

19 SEPTEMBRE 2018

Mort d'un militant écologiste en lutte contre "l'injustice climatique" sur la ZAD de Hambach occupée depuis six ans pour stopper la déforestation et l'exploitation de lignite sur le site. La version officielle évoquant un accident est contestée par les zadistes qui s'interrogent sur le rôle exact de la police.

24 NOVEMBRE 2018

Apparition des premiers militants de gauche radicale dans les cortèges de Gilets jaunes, confirmée par une présence plus massive lors des violences sur Paris du 1^{er} décembre suivant.

5 JANVIER 2019

Le ministère du porte-parole du gouvernement est attaqué par des individus masqués, la porte est enfoncée, un véhicule est incendié dans la cour. Sans que la chose puisse être affirmée de façon certaine, les soupçons se portent sur la mouvance libertaire, autonome et Black bloc. Quelques semaines plus tard, parmi les suspects interpellés figurent un membre de la CGT connu pour son engagement "antifa" et un militant anarchiste.

7 JANVIER 2019

Un député de l'AFD est violemment agressé par des inconnus à Brême.

19 JANVIER 2019

Durant une manifestation de Gilets jaunes, un reporter de l'agence LCD News est lynché par une dizaine de militants "antifas" du groupe Action Antifasciste Paris-Banlieue qui lui reprochent d'être proche de "l'extrême droite". Frappée à coups de bouteille et de pied de biche, la victime sortira de l'hôpital avec 45 jours d'ITT.

9 FÉVRIER 2019

Lors de "l'Acte XIII" des Gilets jaunes, de très nombreuses violences ou dégradations de biens ont lieu. Le Ministère de l'Intérieur met en cause "l'ultra-gauche". Un individu fiché pour son appartenance à cette mouvance et pour avoir déjà commis des délits de ce type est arrêté après qu'il ait brisé les vitres de nombreuses banques et incendié des véhicules de particuliers, de la police ou de l'armée.

Table des matières

<u>Revue d'effectifs</u>	7
<u>Une violence répartie sur trois cibles principales</u>	13
<u>La violence comme méthode historique de rupture</u>	18
<u>Violence et justifications</u>	20
<u>Violence, une fascination constitutive du militantisme</u>	24
<u>Mythes "guerriers" contemporains dans la gauche radicale</u>	27
<u>Black Bloc, quand une méthode devient mythe</u>	30
<u>Autonomes, la violence comme transgression par l'acte</u>	33
<u>Actualité de la violence : Gilets jaunes, suspicion, récupération, révolution ?</u>	37
<u>La prison, lieu de violence, enjeu de pouvoir</u>	45
<u>Convergences radicales avec les "quartiers populaires"</u>	49
<u>La frontière comme lutte centrale</u>	56
<u>La ZAD, espace de résistance, lieu de violences</u>	62
<u>La ZAD et le combat pour la "justice climatique"</u>	67
<u>L'Antispécisme, violence dans les assiettes</u>	70
<u>Conclusion</u>	72
<u>Repères</u>	75

GAUCHE RADICALE ET VIOLENCES EN EUROPE

Les exemples de la France et de l'Allemagne

Il existe en Europe des mouvements qui considèrent la violence comme un outil de contestation légitime. On retrouve ces mouvements aux marges de la vie politique.

Par leur capacité d'organisation, leurs effectifs, mais aussi leur histoire et leur discours, ou encore les relais qu'ils trouvent au sein de la société médiatique, les groupes de gauche radicale sont les plus importants.

À travers les exemples français et allemand, c'est le panorama d'une radicalité contemporaine que nous nous proposons d'observer afin d'en dégager le potentiel de menaces pour notre société démocratique européenne.



La *Fondation Identité et Démocratie* est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication.